

FINANCIÈRE IGM
RAPPORT DU
DEUXIÈME TRIMESTRE

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018



AVERTISSEMENT À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de

ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et les incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et les hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS

Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures additionnelles définies par les normes IFRS. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », « bénéfice dilué ajusté par action », « rendement ajusté des capitaux propres moyennes attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres termes semblables. Ces mesures sont utilisées pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer le rendement. Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAII »), « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente ») sont également des mesures financières additionnelles non définies par les normes IFRS utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société.

Ces deux mesures liées au BAIIA ont été présentées à la suite de l'adoption d'IFRS 15. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des périodes précédentes. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente. Cependant, ces mesures financières non définies par les normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles ne sont pas directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les normes IFRS avec les mesures prescrites par les normes IFRS.

Les termes se rapportant à des mesures additionnelles définies par les normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice avant impôt sur le résultat » et « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires ». Les mesures additionnelles définies par les normes IFRS sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les normes IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les normes IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants financiers	1
Rapport aux actionnaires	2
Rapport de gestion	4
États financiers consolidés intermédiaires résumés	62
Notes annexes	67
Renseignements aux actionnaires	84

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			AUX 30 JUIN ET POUR LES SEMESTRES CLOS À CES DATES		
	2018	2017	VARIATION	2018	2017	VARIATION
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (en M\$)						
Bénéfice net	203,7 \$	200,8 \$	1,4 %	389,2 \$	377,9 \$	3,0 %
Bénéfice net ajusté ¹	203,7	185,9	9,6	389,2	363,0	7,2
Bénéfice dilué par action						
Bénéfice net	0,85	0,83	2,4	1,61	1,57	2,5
Bénéfice net ajusté ¹	0,85	0,77	10,4	1,61	1,51	6,6
Rendement des capitaux propres						
Bénéfice net				18,2 %	16,3 %	
Bénéfice net ajusté ¹				18,2 %	15,6 %	
Dividendes par action	0,5625	0,5625	–	1,125	1,125	–
Total de l'actif géré² (en M\$)				159 129 \$	148 644 \$	7,1 %
Actif géré des fonds d'investissement³				152 477 \$	143 298 \$	6,4 %
Groupe Investors						
Fonds d'investissement ⁴				88 762	84 306	5,3
Mackenzie						
Fonds communs de placement				56 842	53 516	
FNB				2 600	622	
Fonds d'investissement ³				58 692	53 856	
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes				8 261	6 508	
Total				66 953	60 364	10,9
Investment Planning Counsel						
Fonds d'investissement ⁴				5 562	5 136	8,3

Ventes nettes (en M\$)	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	COUNSEL	TOTAL ²
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018				
Fonds communs de placement ⁴	(110) \$	30 \$	5 \$	(75) \$
FNB	–	570	–	399
Fonds d'investissement³	(110)	447	5	171
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	–	(97)	–	(90)
Total	(110)	350	5	81
POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018				
Fonds communs de placement ⁴	674 \$	316 \$	53 \$	1 043 \$
FNB	–	1 285	–	873
Fonds d'investissement³	674	1 215	53	1 530
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	–	132	–	(92)
Total	674	1 347	53	1 438

1. Mesures financières non définies par les normes IFRS :

Le bénéfice net ajusté pour 2017 exclut :

- Une réduction de 36,8 M\$ après impôt au titre des charges autres que les commissions liée au régime de retraite de la Société.
- Une charge de 16,8 M\$ après impôt au titre des charges autres que les commissions liée à la restructuration et autres charges.
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

2. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes éliminent la double comptabilisation en ce qui a trait aux mandats de conseiller de Mackenzie réalisés pour d'autres secteurs. L'élimination de l'actif géré s'est élevée à 2,1 G\$ au 30 juin 2018 (2017 – 1,2 G\$) et l'élimination des ventes nettes s'est élevée à 164 M\$ pour le trimestre et à 636 M\$ pour le semestre.

3. Les fonds d'investissement comprennent les fonds communs de placement et les FNB. L'actif géré et les ventes nettes des fonds d'investissement éliminent la double comptabilisation en ce qui a trait aux investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB. L'élimination de l'actif géré s'est élevée à 750 M\$ au 30 juin 2018 (2017 – 282 M\$) et l'élimination des ventes nettes s'est élevée à 153 M\$ pour le trimestre et à 386 M\$ pour le semestre.

4. Compréhension des comptes à gestion distincte.

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

FAITS SAILLANTS

- Le bénéfice net s'est établi à 203,7 M\$, ou 85 cents par action, comparativement au bénéfice net de 200,8 M\$, ou 83 cents par action, au deuxième trimestre de 2017.
- Le bénéfice net ajusté de 203,7 M\$, ou 85 cents par action, comparativement au bénéfice net ajusté, à l'exception des autres éléments¹, de 185,9 M\$, ou 77 cents par action, au deuxième trimestre de 2017, soit le bénéfice net ajusté le plus élevé de l'histoire de la Société pour un deuxième trimestre.
- Un dividende trimestriel de 56,25 cents par action à l'égard des actions ordinaires, identique au trimestre précédent, a été déclaré pour le deuxième trimestre de 2018.
- Un actif géré record au 30 juin 2018 qui s'élevait à 159,1 G\$, soit une hausse de 2,2 % au cours du trimestre et de 7,1 % par rapport à l'exercice précédent, et qui découle de rendements des placements favorables.
- Les ventes nettes de fonds d'investissement se sont élevées à 171 M\$, la Société affichant ainsi son deuxième meilleur résultat pour un deuxième trimestre depuis dix ans.

RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 203,7 M\$, ou 85 cents par action, comparativement à 200,8 M\$, ou 83 cents par action, pour la période correspondante de 2017. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 203,7 M\$, ou 85 cents par action, comparativement à un bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments¹, de 185,9 M\$, ou 77 cents par action, pour le trimestre correspondant de 2017.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 389,2 M\$, ou 1,61 \$ par action, comparativement à 377,9 M\$, ou 1,57 \$ par action, pour 2017. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 389,2 M\$, ou 1,61 \$ par action, comparativement à un bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments¹, de 363,0 M\$, ou 1,51 \$ par action pour 2017, pour le semestre correspondant de 2017.

ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Des ventes vigoureuses de fonds d'investissement – Pour le deuxième trimestre de 2018, les ventes de fonds d'investissement se sont élevées à 2,1 G\$, soit l'un des meilleurs résultats pour un deuxième trimestre en ce qui a trait aux ventes, en baisse de 11,6 % par rapport au deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les ventes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 4,9 G\$, en baisse de 6,5 %, comparativement à 5,3 G\$ pour l'exercice précédent.

Ventes nettes de fonds d'investissement – Les rachats nets de fonds d'investissement pour le deuxième trimestre de 2018 se sont établis à 110 M\$, une baisse de 545 M\$ comparativement à des ventes nettes de 435 M\$ il y a un an. Pour le semestre, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 674 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,3 G\$ il y a un an.

Rétention d'actif – Le taux de rachat trimestriel annualisé pour les fonds communs de placement à long terme s'est établi à 9,3 % au deuxième trimestre de 2018, en hausse comparativement à 8,4 % au deuxième trimestre de 2017.

L'actif géré se situe à un niveau record – Au 30 juin 2018, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 88,8 G\$, en hausse de 5,3 % comparativement à 84,3 G\$ au 30 juin 2017.

1. Veuillez consulter le rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures prescrites par les normes IFRS, à la page 6 du rapport de gestion contenu dans le présent rapport trimestriel.

ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Ventes nettes de fonds d'investissement – Pour le deuxième trimestre de 2018, les ventes nettes se sont établies à 447 M\$, soit une baisse de 178 M\$ comparativement à des ventes nettes de 625 M\$ il y a un an. Pour le semestre, les ventes nettes se sont chiffrées à 1,2 G\$, comparativement à des ventes nettes de 764 M\$ il y a un an³.

Les ventes de fonds communs de placement les plus élevées pour un deuxième trimestre – Pour le deuxième trimestre, les ventes de fonds communs de placement se sont établies à 2,7 G\$, comparativement à 2,2 G\$ en 2017. Pour le deuxième trimestre, les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 30 M\$, comparativement à 447 M\$ en 2017³.

Les ventes de FNB ont poursuivi leur forte croissance durant le trimestre – Les créations nettes de parts de FNB se sont élevées à 570 M\$ pour le deuxième trimestre et incluaient les investissements de fonds communs de placement de Mackenzie dans des FNB, qui ont atteint 153 M\$; l'actif géré totalisait 2,6 G\$ au 30 juin 2018, un sommet inégalé pour la Société.

Un sommet inégalé de l'actif géré des fonds d'investissement – L'actif géré des fonds communs de placement était de 56,8 G\$ et l'actif des FNB était de 2,6 G\$ au 30 juin 2018; l'actif géré des fonds d'investissement consolidé était donc de 58,7 G\$, alors qu'il s'élevait à 53,9 G\$ il y a un an. Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 67,0 G\$, comparativement à 60,4 G\$ au 30 juin 2017.

ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Au 30 juin 2018, l'actif administré s'établissait à 27,7 G\$, comparativement à 26,7 G\$ au 30 juin 2017. Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré d'Investment Planning Counsel s'élevait à 5,6 G\$, comparativement à 5,1 G\$ au 30 juin 2017.

Les ventes de fonds d'investissement pour le deuxième trimestre de 2018 se sont établies à 252 M\$, comparativement à 202 M\$ en 2017, et les ventes nettes de fonds d'investissement ont totalisé 5 M\$, comparativement à des rachats nets de 11 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes de fonds d'investissement pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 512 M\$, comparativement à 447 M\$ en 2017, et les ventes nettes de fonds d'investissement ont totalisé 53 M\$, comparativement à des rachats nets de 28 M\$ pour l'exercice précédent.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 56,25 cents par action à l'égard des actions ordinaires de la Société et un dividende de 0,36875 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série B à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société. Le dividende à l'égard des actions ordinaires et le dividende à l'égard des actions privilégiées seront versés le 31 octobre 2018 aux actionnaires inscrits au 28 septembre 2018.

Au nom du conseil d'administration,



Jeffrey R. Carney
Président et chef de la direction
Société financière IGM Inc.

Le 2 août 2018

2. Au deuxième trimestre de 2018, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 381 M\$ et des rachats nets de 133 M\$.
3. Au premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 313 M\$ et des rachats nets de 305 M\$.

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

Groupe Investors

Revue des activités	14
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	19
--	----

Placements Mackenzie

Revue des activités	24
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	30
--	----

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	34
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	36
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	39
---	----

Gestion des risques	44
---------------------	----

Perspectives	56
--------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	58
--	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	60
--	----

Autres renseignements	61
-----------------------	----

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 juin 2018 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les

« états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2017 de la Société financière IGM Inc. et au rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2018 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 juin 2018 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date est daté du 2 août 2018.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable

Internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de

ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans des documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux normes IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAI avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAI après les commissions de vente ») sont également des mesures additionnelles non définies par les normes IFRS. Le BAI, le BAI avant les commissions de vente et le BAI après les commissions de vente sont des mesures de rechange de la performance utilisées par la

direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Les deux mesures liées au BAI ont été présentées à la suite de l'adoption d'IFRS 15. Le BAI avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des périodes précédentes. Le BAI après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAI avant les commissions de vente et le BAI après les commissions de vente. Ces mesures financières non définies par les normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les normes IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les normes IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les normes IFRS et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte, principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré s'élevait à 159,1 G\$, comparativement à 148,6 G\$ au 30 juin 2017, comme il est présenté plus en détail dans les tableaux 6 et 7. Pour le deuxième trimestre de 2018, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 157,5 G\$, comparativement à 149,7 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 157,2 G\$, comparativement à 147,5 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Au 30 juin 2018, l'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 152,5 G\$, comparativement à 143,3 G\$ au 30 juin 2017. L'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 150,9 G\$ pour le deuxième trimestre de 2018, comparativement à 144,3 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, l'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 150,5 G\$, comparativement à 142,2 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 203,7 M\$, ou 85 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 200,8 M\$, ou 83 cents par action, pour le trimestre correspondant de 2017. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 185,9 M\$, ou 77 cents par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 389,2 M\$, ou 1,61 \$ par action, comparativement à 377,9 M\$, ou 1,57 \$ par action, pour le semestre correspondant de 2017. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le semestre clos le 30 juin 2017, s'est élevé à 363,0 M\$, ou 1,51 \$ par action.

Les autres éléments pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 comprenaient les éléments suivants :

- Une réévaluation favorable de 36,8 M\$ après impôt (50,4 M\$ avant impôt) de l'obligation au titre du régime de retraite agréé de la Société, reflétant une nouvelle politique autorisant l'augmentation des prestations au gré de la Société.
- Des charges de restructuration et autres charges, notamment des coûts de séparation et de cessation d'emploi de 16,8 M\$ après impôt (23,0 M\$ avant impôt) en grande partie liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux.
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,5 G\$ au 30 juin 2018, comparativement à 4,8 G\$ au 31 décembre 2017. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires calculé en fonction du bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 18,2 %, contre 15,6 % pour la période correspondante de 2017. La réduction des capitaux propres au cours du semestre est essentiellement attribuable à l'adoption d'IFRS 15 qui a entraîné un ajustement aux bénéfices non distribués d'ouverture de 514,6 M\$. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au deuxième trimestre de 2018 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2018.

ADOPTION D'IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté un changement de méthode comptable (IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*) qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients (note 2 des états financiers intermédiaires). La norme fournit divers critères d'admissibilité en ce qui concerne l'inscription à l'actif des coûts du contrat.

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement. Avant le 1^{er} janvier 2018, les commissions versées à la vente de fonds d'investissement étaient inscrites à l'actif et amorties sur une période maximale de sept ans. L'application d'IFRS 15 s'est traduite par un changement de méthode comptable relative à la charge liée aux commissions de la Société, comme suit :

- Les commissions versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans.
- Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Cette nouvelle norme comptable n'aura aucune incidence sur l'aspect économique de nos activités. La mise en œuvre d'IFRS 15 se traduira par un changement au calendrier de comptabilisation des charges liées aux commissions, mais n'influera pas sur les flux de trésorerie de la Société.

Au moment de l'adoption d'IFRS 15, la Société a présenté deux mesures liées au BAIIA (se reporter au tableau 1). Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS¹

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les normes IFRS	203,7 \$	185,5 \$	185,9 \$	389,2 \$	363,0 \$
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	(16,8)	–	(16,8)
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	–	–	36,8	–	36,8
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	–	(5,1)	–	(5,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – normes IFRS	203,7 \$	185,5 \$	200,8 \$	389,2 \$	377,9 \$
Bénéfice net ajusté par action² attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les normes IFRS	0,85 \$	0,77 \$	0,77 \$	1,61 \$	1,51 \$
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	(0,07)	–	(0,07)
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	–	–	0,15	–	0,15
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	–	(0,02)	–	(0,02)
Bénéfice net par action² attribuable aux actionnaires ordinaires – normes IFRS	0,85 \$	0,77 \$	0,83 \$	1,61 \$	1,57 \$
BAIIA avant les commissions de vente – mesure non définie par les normes IFRS	342,2 \$	333,2 \$	345,3 \$	675,4 \$	669,9 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(44,5)	(62,3)	(66,6)	(106,8)	(148,0)
BAIIA après les commissions de vente – mesure non définie par les normes IFRS	297,7 \$	270,9 \$	278,7 \$	568,6 \$	521,9 \$
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	12,7	16,3	66,6	29,0	148,0
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(3,4)	(2,9)	(57,4)	(6,3)	(116,3)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(13,8)	(13,9)	(15,5)	(27,7)	(27,7)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(28,8)	(30,3)	(28,7)	(59,1)	(55,5)
Bénéfice ajusté avant impôt – mesure non définie par les normes IFRS	264,4	240,1	243,7	504,5	470,4
Charges de restructuration et autres charges	–	–	(23,0)	–	(23,0)
Charges liées au régime de retraite	–	–	50,4	–	50,4
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	–	(5,1)	–	(5,1)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	264,4	240,1	266,0	504,5	492,7
Impôt sur le résultat	(58,5)	(52,4)	(63,0)	(110,9)	(110,4)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(4,4)	(4,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – normes IFRS	203,7 \$	185,5 \$	200,8 \$	389,2 \$	377,9 \$

1. Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 15, ce qui a donné lieu à une augmentation de certaines commissions de vente qui sont passées en charges immédiatement, contrebalancée par une diminution des commissions de vente inscrites à l'actif et de l'amortissement connexe.

2. Bénéfice dilué par action.

périodes précédentes, tandis que le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM sont les suivants :

- Groupe Investors
- Placements Mackenzie (« Placements Mackenzie » ou « Mackenzie »)
- Activités internes et autres

Ces secteurs, figurant aux tableaux 2, 3 et 4, tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation du rendement de la Société. En 2017, la Société a annoncé le regroupement des fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Placements Mackenzie, ce qui a donné lieu à la formation

d'une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale. Par conséquent, la Société a changé la définition du secteur de Mackenzie afin d'en exclure les mandats de services-conseils en placement des fonds du Groupe Investors à compter du 1^{er} octobre 2017. Ces mandats ne sont plus comptabilisés dans l'actif géré, les ventes nettes et les produits du secteur de Mackenzie. À la suite de ces changements, les secteurs du Groupe Investors et de Mackenzie reflètent leur quote-part respective des charges de la fonction de gestion des placements de sorte qu'elle est mieux harmonisée à l'information financière interne. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués à des secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme. La variation des charges d'intérêts pour

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	483,8 \$	482,4 \$	203,4 \$	204,0 \$	72,6 \$	66,6 \$	759,8 \$	753,0 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,1	22,1	2,5	(1,9)	41,6	30,1	56,2	50,3
	495,9	504,5	205,9	202,1	114,2	96,7	816,0	803,3
Charges								
Commissions	151,6	162,9	72,9	75,5	45,6	46,0	270,1	284,4
Charges autres que les commissions	146,9	147,7	84,3	83,2	21,5	15,6	252,7	246,5
	298,5	310,6	157,2	158,7	67,1	61,6	522,8	530,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	197,4 \$	193,9 \$	48,7 \$	43,4 \$	47,1 \$	35,1 \$	293,2	272,4
Charges d'intérêts							(28,8)	(28,7)
Charges de restructuration et autres charges							–	(23,0)
Charges liées au régime de retraite							–	50,4
Quote-part de la provision de l'entreprise associée							–	(5,1)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							264,4	266,0
Impôt sur le résultat							58,5	63,0
Bénéfice net							205,9	203,0
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							203,7 \$	200,8 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							203,7 \$	185,9 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures additionnelles définies par les normes IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les normes IFRS.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
CUMUL ANNUEL DE 2018 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2017

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	966,0 \$	960,5 \$	406,3 \$	402,5 \$	145,0 \$	131,9 \$	1 517,3 \$	1 494,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,4	40,1	2,3	(1,8)	83,6	59,8	108,3	98,1
	988,4	1 000,6	408,6	400,7	228,6	191,7	1 625,6	1 593,0
Charges								
Commissions	316,4	332,5	148,2	150,1	91,6	91,1	556,2	573,7
Charges autres que les commissions	291,6	295,4	170,1	165,7	44,1	32,3	505,8	493,4
	608,0	627,9	318,3	315,8	135,7	123,4	1 062,0	1 067,1
Bénéfice avant intérêts et impôt	380,4 \$	372,7 \$	90,3 \$	84,9 \$	92,9 \$	68,3 \$	563,6	525,9
Charges d'intérêts							(59,1)	(55,5)
Charges de restructuration et autres charges							–	(23,0)
Charges liées au régime de retraite							–	50,4
Quote-part de la provision de l'entreprise associée							–	(5,1)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							504,5	492,7
Impôt sur le résultat							110,9	110,4
Bénéfice net							393,6	382,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							4,4	4,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							389,2 \$	377,9 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							389,2 \$	363,0 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures additionnelles définies par les normes IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les normes IFRS.

la période découle de l'incidence de l'émission de débentures à 4,115 % d'un montant de 250 M\$ en décembre 2017 et du rachat de débentures à 6,58 % d'un montant de 150 M\$ le 7 mars 2018.

- *Charges de restructuration et autres charges en 2017* – Découlent des efforts déployés en vue de la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives qui favoriseront l'efficacité opérationnelle de la Société. Des charges de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) comptabilisées au deuxième trimestre représentaient des coûts de séparation et de cessation d'emploi en grande partie liées à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux.
- *Régime de retraite en 2017* – Changement de politique ayant trait à des augmentations de certaines prestations versées aux termes du régime de retraite agréé de la Société, ce qui a donné lieu à une réduction non récurrente des charges de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt). La Société peut, à son

gré, de temps à autre, augmenter les prestations versées aux participants retraités du régime. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui restreint la possibilité d'augmentations futures.

- *Quote-part de la provision de l'entreprise associée en 2017* – Représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures

TABLEAU 4 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2018	31 MARS 2018
Produits								
Produits tirés des honoraires	483,8 \$	482,2 \$	203,4 \$	202,9 \$	72,6 \$	72,4 \$	759,8 \$	757,5 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,1	10,3	2,5	(0,2)	41,6	42,0	56,2	52,1
	495,9	492,5	205,9	202,7	114,2	114,4	816,0	809,6
Charges								
Commissions	151,6	164,8	72,9	75,3	45,6	46,0	270,1	286,1
Charges autres que les commissions	146,9	144,7	84,3	85,8	21,5	22,6	252,7	253,1
	298,5	309,5	157,2	161,1	67,1	68,6	522,8	539,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	197,4 \$	183,0 \$	48,7 \$	41,6 \$	47,1 \$	45,8 \$	293,2	270,4
Charges d'intérêts							(28,8)	(30,3)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							264,4	240,1
Impôt sur le résultat							58,5	52,4
Bénéfice net							205,9	187,7
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							203,7 \$	185,5 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							203,7 \$	185,5 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures additionnelles définies par les normes IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les normes IFRS.

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,80 %	26,81 %	26,85 %	26,80 %	26,84 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,04)	(3,38)	(2,51)	(3,20)	(2,89)
Consolidation de la perte fiscale ¹	(1,29)	(1,41)	(1,12)	(1,35)	(1,82)
Autres éléments	(0,35)	(0,20)	(0,06)	(0,27)	(0,01)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	22,12	21,82	23,16	21,98	22,12
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	–	0,52	–	0,28
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	22,12 %	21,82 %	23,68 %	21,98 %	22,40 %

1. Se reporter à la note 25, « Transactions entre parties liées », des états financiers consolidés du rapport annuel 2017 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »).

estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré s'élevait à 159,1 G\$, comparativement à 148,6 G\$ au 30 juin 2017. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations du total de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ²	
	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement^{3,4}								
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 084 \$	2 357 \$	2 741 \$	2 195 \$	252 \$	202 \$	5 077 \$	4 754 \$
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(110)	435	30	447	5	(11)	(75)	871
FNB								
Créations nettes			570	389			399	389
Total des ventes nettes de fonds d'investissement²	(110)	435	447	625	5	(11)	171	1 049
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes			(97)	(82)			(90)	(85)
Ventes nettes combinées	(110) \$	435 \$	350 \$	543 \$	5 \$	(11) \$	81 \$	964 \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(110) \$	435 \$	350 \$	543 \$	5 \$	(11) \$	81 \$	964 \$
Rendements des placements	1 769	(29)	1 442	169	105	59	3 290	184
Variation de l'actif, montant net	1 659	406	1 792	712	110	48	3 371	1 148
Actif au début	87 103	83 900	65 161	59 652	5 452	5 088	155 758	147 496
Actif à la fin	88 762 \$	84 306 \$	66 953 \$	60 364 \$	5 562 \$	5 136 \$	159 129 \$	148 644 \$
Le total de l'actif géré comprend les éléments suivants :								
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement ^{3,4}	88 762 \$	84 306 \$	56 842 \$	53 516 \$	5 562 \$	5 136 \$	151 166 \$	142 958 \$
FNB			2 600	622			2 061	622
Total des fonds d'investissement ²	88 762	84 306	58 692	53 856	5 562	5 136	152 477	143 298
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
			8 261	6 508			6 652	5 346
Actif à la fin	88 762 \$	84 306 \$	66 953 \$	60 364 \$	5 562 \$	5 136 \$	159 129 \$	148 644 \$

- À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses produits les mandats de conseiller confiés au Groupe Investors. Dans le tableau 5, ce changement a été appliqué de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
- Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.
 - Les résultats de Mackenzie comprennent les mandats de conseiller confiés à d'autres secteurs dont l'actif s'élevait à 2,1 G\$ au 30 juin 2018 (2017 – 1,2 G\$) et les ventes nettes, à 164 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018 (2017 – 4 M\$).
 - Les FNB comprennent des investissements des fonds communs de placement dans les FNB totalisant 750 M\$ au 30 juin 2018 (2017 – 282 M\$) et des ventes nettes de 153 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018 (2017 – 211 M\$).
- Au deuxième trimestre de 2018, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$.
- L'actif géré et les ventes nettes du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2018 PAR RAPPORT À 2017¹

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ²	
	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement^{3,4}								
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	4 943 \$	5 289 \$	5 371 \$	5 056 \$	512 \$	447 \$	10 826 \$	10 792 \$
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	674	1 325	316	523	53	28	1 043	1 876
FNB								
Créations nettes			1 285	503			873	503
Total des ventes nettes de fonds d'investissement²	674	1 325	1 215	764	53	28	1 530	2 117
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes			132	35			(92)	34
Ventes nettes combinées	674 \$	1 325 \$	1 347 \$	799 \$	53 \$	28 \$	1 438 \$	2 151 \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	674 \$	1 325 \$	1 347 \$	799 \$	53 \$	28 \$	1 438 \$	2 151 \$
Rendements des placements	80	1 739	1 097	1 908	132	200	1 178	3 805
Variation de l'actif, montant net	754	3 064	2 444	2 707	185	228	2 616	5 956
Actif au début	88 008	81 242	64 509	57 657	5 377	4 908	156 513	142 688
Actif à la fin	88 762 \$	84 306 \$	66 953 \$	60 364 \$	5 562 \$	5 136 \$	159 129 \$	148 644 \$

1. À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses produits les mandats de conseiller confiés au Groupe Investors. Dans les tableaux 6 et 7, ce changement a été appliqué de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.

2. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

– Les résultats de Mackenzie comprennent les mandats de conseiller confiés à d'autres secteurs dont l'actif s'élevait à 2,1 G\$ au 30 juin 2018 (2017 – 1,2 G\$) et les ventes nettes, à 636 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 2 M\$).

– Les FNB comprennent des investissements des fonds communs de placement dans les FNB totalisant 750 M\$ au 30 juin 2018 (2017 – 282 M\$) et des ventes nettes de 386 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 262 M\$).

3. Au deuxième trimestre de 2018, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$.

Au premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$.

4. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète en grande partie l'incidence des ventes nettes solides de la Société et les fluctuations des marchés nationaux et étrangers.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	562,8 \$	556,6 \$	564,4 \$	541,9 \$	547,0 \$	527,7 \$	525,7 \$	518,3 \$
Honoraires d'administration	107,1	107,6	110,4	109,1	111,2	109,0	109,0	107,9
Honoraires de distribution	89,9	93,3	95,2	89,8	94,8	105,2	117,7	101,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	56,2	52,1	36,7	32,5	50,3	47,8	48,7	49,1
	816,0	809,6	806,7	773,3	803,3	789,7	801,1	776,4
Charges								
Commissions	270,1	286,1	288,1	276,0	284,4	289,3	288,2	273,1
Charges autres que les commissions	252,7	253,1	240,3	238,8	246,5	246,9	231,1	224,9
Charges d'intérêts	28,8	30,3	29,7	28,9	28,7	26,8	23,2	23,2
	551,6	569,5	558,1	543,7	559,6	563,0	542,5	521,2
Bénéfice avant les éléments suivants	264,4	240,1	248,6	229,6	243,7	226,7	258,6	255,2
Charges de restructuration et autres charges	-	-	(172,3)	-	(23,0)	-	-	-
Charges liées au régime de retraite	-	-	-	-	50,4	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	-	(14,0)	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	-	-	-	-	(5,1)	-	-	-
Bénéfice avant impôt sur le résultat	264,4	240,1	62,3	229,6	266,0	226,7	258,6	255,2
Impôt sur le résultat	58,5	52,4	9,5	54,0	63,0	47,4	23,4	55,4
Bénéfice net	205,9	187,7	52,8	175,6	203,0	179,3	235,2	199,8
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	203,7 \$	185,5 \$	50,6 \$	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les normes IFRS								
	203,7 \$	185,5 \$	191,4 \$	173,4 \$	185,9 \$	177,1 \$	199,0 \$	197,6 \$
Autres éléments :								
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	-	-	(126,8)	-	(16,8)	-	-	-
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	36,8	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	-	(14,0)	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	-	-	-	-	(5,1)	-	-	-
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	-	-	-	-	-	34,0	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – normes IFRS	203,7 \$	185,5 \$	50,6 \$	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$
Bénéfice par action (c)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹								
- De base	85	77	80	72	77	74	83	82
- Dilué	85	77	79	72	77	74	83	82
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
- De base	85	77	21	72	83	74	97	82
- Dilué	85	77	21	72	83	74	97	82
Actif quotidien moyen des fonds d'investissement (en G\$)								
	150,9 \$	150,1 \$	148,1 \$	142,4 \$	144,3 \$	140,1 \$	135,2 \$	132,6 \$
Total de l'actif géré des fonds d'investissement (en G\$)								
	152,5 \$	149,2 \$	149,8 \$	144,6 \$	143,3 \$	142,1 \$	137,6 \$	134,1 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	159,1 \$	155,8 \$	156,5 \$	150,0 \$	148,6 \$	147,5 \$	142,7 \$	140,7 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les normes IFRS et des mesures additionnelles définies par les normes IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les normes IFRS.

GROUPE INVESTORS

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

La promesse du Groupe Investors est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha :

- Gamma – La valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller financier ajoute aux relations avec les clients et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.
- Bêta – La valeur créée par des portefeuilles de placements composés judicieusement dont le rendement correspond aux prévisions et comporte le plus faible risque.
- Alpha – La valeur d'une gestion active qui génère un rendement supérieur aux indices de rendement passifs dont la composition et le profil de risque sont les mêmes.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements.
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client.
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs.
- de solutions financières efficaces – Fournir la gamme de solutions la plus efficace et la plus complète aux tarifs les plus concurrentiels.
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience grâce à une structure de coût appropriée.
- d'une culture performante et diversifiée.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Cette approche concorde avec des études menées au cours des dernières années qui indiquent que les ménages clients qui reçoivent des conseils de la part d'un conseiller financier disposent d'actifs plus élevés que les ménages qui ne reçoivent aucun conseil; de plus, cet avantage augmente en fonction de la durée de la relation avec le conseiller financier. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers du Groupe Investors au 30 juin 2018 :

- 2 096 pratiques de conseillers (30 juin 2017 – 2 229), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme cela est décrit ci-dessous. Le niveau des pratiques de conseillers constitue un élément clé dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 95 % de l'actif géré.
- 807 nouveaux conseillers (30 juin 2017 – 1 298), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors.
- 1 042 conseillers associés et directeurs régionaux (30 juin 2017 – 1 003). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers du Groupe Investors comptait 3 945 conseillers (30 juin 2017 – 4 530).

À compter du premier trimestre de 2017, le Groupe Investors a précipité le départ de conseillers qui, à son avis, n'auraient pas pu établir une pratique prospère. Nous avons aussi amélioré les critères de recrutement afin d'accroître les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque.

Le Groupe Investors exige de tous les conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience qu'ils obtiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) (traduction usuelle : planificateur financier agréé) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec, ou d'être inscrits à un programme en vue d'obtenir l'un de ces titres. Les titres de planificateur financier agréé et de planificateur financier sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre sa compétence en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques. En 2017, le Financial Planning Standards Council a indiqué dans une publication que le Groupe Investors regroupait plus de détenteurs du titre de CFP que toute autre organisation au Canada.

SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, une aide efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec compte 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions qui soutiennent environ 850 conseillers situés partout au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 15,7 G\$ au 30 juin 2018.

PLATEFORME DE COURTIER

La plateforme de courtier du Groupe Investors permet une automatisation accrue et soutient de nouveaux produits disponibles par le truchement de l'OCRCVM et destinés au segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé. La plateforme devrait donner lieu à des gains d'efficacité à long terme.

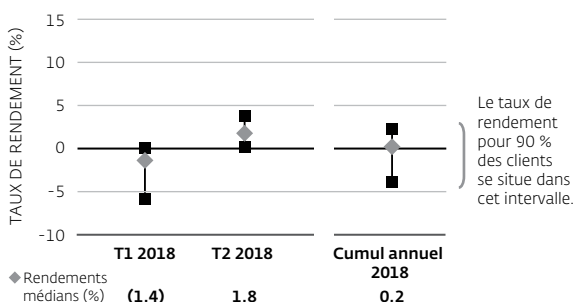
COMMUNICATIONS AVEC LES CLIENTS

Les communications avec nos clients comprennent la présentation régulière d'information relative à leurs portefeuilles de fonds d'investissement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles. Au cours de chaque trimestre, les clients obtiennent un rendement différent, car la composition de leur portefeuille diffère, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous. Le premier graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des trimestres de l'exercice considéré. Le deuxième graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients en fonction de périodes de un an, de trois ans et de cinq ans au 30 juin 2018. Les deux graphiques présentent également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des comptes des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 1,8 % et de 0,2 %, respectivement.

Taux de rendement pour les comptes des clients

Rendements trimestriels et cumul du rendement annuel



Le Groupe Investors considère depuis longtemps que la présentation à ses clients de l'information se rapportant au rendement de leurs comptes personnels pour plusieurs périodes constitue un avantage significatif et démontre, en outre, la valeur obtenue grâce aux conseils qu'ils reçoivent, et ce, tout au long de la relation client-conseiller.

Les relevés de nos clients comprennent leur rendement sur plusieurs périodes, y compris des taux de rendement sur un an, trois ans et cinq ans.

ACTIF GÉRÉ

Au 30 juin 2018, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 88,8 G\$, ce qui constitue un sommet inégalé. Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et les rendements des placements de nos fonds. Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

RENDEMENT DES FONDS

Au 30 juin 2018, 52,7 % des fonds communs de placement du Groupe Investors étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†], et 16,9 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 69,0 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 34,0 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2018. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

CHANGEMENTS À L'OFFRE DE PRODUITS DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds et à d'autres changements apportés aux produits qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

Taux de rendement pour les comptes des clients

Au 30 juin 2018

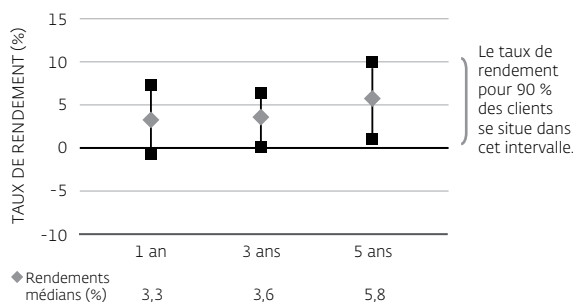


TABLEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Ventes	2 084 \$	2 859 \$	2 357 \$	(27,1) %	(11,6) %
Rachats	2 194	2 075	1 922	5,7	14,2
Ventes nettes (rachats nets)	(110)	784	435	n.s.	n.s.
Rendements des placements	1 769	(1 689)	(29)	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	1 659	(905)	406	n.s.	n.s.
Actif au début	87 103	88 008	83 900	(1,0)	3,8
Actif à la fin	88 762 \$	87 103 \$	84 306 \$	1,9 %	5,3 %
Actif quotidien moyen	87 999 \$	87 845 \$	85 021 \$	0,2 %	3,5 %

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
			30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Ventes	4 943 \$	5 289 \$		(6,5) %
Rachats	4 269	3 964		7,7
Ventes nettes (rachats nets)	674	1 325		(49,1)
Rendements des placements	80	1 739		(95,4)
Variation de l'actif, montant net	754	3 064		(75,4)
Actif au début	88 008	81 242		8,3
Actif à la fin	88 762 \$	84 306 \$		5,3 %
Actif quotidien moyen	87 909 \$	83 892 \$		4,8 %

L'engagement du Groupe Investors à offrir aux clients les services d'une vaste sélection de sous-conseillers de premier plan se poursuit avec l'établissement de nouvelles relations avec les gestionnaires d'actifs suivants, annoncées au deuxième trimestre de 2018 :

- Le Groupe Investors a choisi T. Rowe Price comme sous-conseiller chargé d'offrir des services-conseils en placement pour le Fonds d'actions américaines grande capitalisation IG T. Rowe Price et la Catégorie Actions américaines grande capitalisation IG T. Rowe.
- Le Groupe Investors a choisi Gestion d'actifs BlackRock Canada Limitée (BlackRock Canada) en tant que conseiller en placement pour le Fonds d'actions internationales Profil et la Catégorie d'actions internationales Profil.

OFFRES DESTINÉES AUX CLIENTS À VALEUR ÉLEVÉE

Le Groupe Investors offre plusieurs produits visant à répondre aux besoins des clients à valeur élevée, lesquels représentent un secteur en croissance de notre clientèle, et continue de chercher des moyens de présenter des offres additionnelles à cette clientèle. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 43,0 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 18,1 % par

rapport au dernier exercice, et représentait 48 % du total de l'actif géré. Les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 915 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018 et représentaient 44 % du total des ventes, en hausse par rapport à 41 % en 2017. Pour le semestre, les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 2,1 G\$ et représentaient 43 % du total des ventes, en hausse par rapport à 39 % en 2017.

Tarifification pour les ménages disposant d'un actif de placement supérieur à 500 000 \$

Le Groupe Investors possède des solutions de placement qui prévoient une tarification distincte pour les ménages dont les placements dans les fonds du Groupe Investors sont supérieurs à 500 000 \$. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 35,4 G\$, soit une hausse de 9,8 %, par rapport à 32,3 G\$ au 30 juin 2017.

- La série U offre une structure de tarification qui établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Au 30 juin 2018, l'actif géré de la série U avait augmenté pour se chiffrer à 16,6 G\$, comparativement à 10,8 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 53,7 %.

- La série J disposait d'un actif de 18,8 G\$ au 30 juin 2018, soit une baisse de 12,2 %, par rapport à 21,5 G\$ au 30 juin 2017, ce qui découle principalement des transferts de la série J à la série U. La structure de tarification de la série J regroupe en un seul type d'honoraires les coûts liés à la gestion des actifs et les coûts liés aux services-conseils.

Structures de frais dégroupés

Une proportion croissante des actifs des clients du Groupe Investors se trouvent dans la série U et dans le programme Profil, qui sont des produits avec des structures de frais dégroupés et pour lesquels des frais de conseil distincts sont facturés au compte du client par le courtier. Au 30 juin 2018, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 24,2 G\$, ou 27,2 % de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, en hausse de 61,5 %, comparativement à 15,0 G\$ au 30 juin 2017, ce qui représente 17,7 % de l'actif géré. Les ventes de ces produits aux clients à valeur élevée ont totalisé 676 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, soit une hausse de 51 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2017, ce qui représente 74 % du total des ventes aux clients à valeur élevée et 32 % du total des ventes de fonds communs de placement. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les ventes ont totalisé 1,5 G\$, soit une hausse de 320 M\$ par rapport à 2017, ce qui représente 72 % du total des ventes aux clients à valeur élevée et 31 % du total des ventes de fonds communs de placement.

La Société a l'intention d'éliminer toutes les options d'achat comportant des frais intégrés en donnant accès à tous ses clients à la série U. À la suite de cette transition, le Groupe Investors cessera d'offrir des options d'achat regroupées pour les fonds d'investissement.

Profil^{MC}

Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique qui est offert aux ménages disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$ détenu au sein du Groupe Investors. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. La structure de tarification du programme Profil établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents.

Au 30 juin 2018, l'actif géré du programme Profil s'est élevé à 7,6 G\$, soit une augmentation de 81,5 % par rapport à un actif géré de 4,2 G\$ au 30 juin 2017.

Comptes à gestion distincte et compte de courtage à honoraires

Le programme de comptes à gestion distincte du Groupe Investors, les Placements gérés Azur^{MC}, ainsi que son programme de comptes à honoraires, sont offerts par l'entremise de la

société de courtage du Groupe Investors, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les Placements gérés Azur sont des comptes de courtage en gestion discrétionnaire qui permettent au client de déléguer à un gestionnaire de portefeuille la responsabilité des décisions de placement au jour le jour. Il existe sept mandats différents qui permettent d'investir dans des actions de base sur les marchés boursiers canadiens, américains, nord-américains et internationaux.

Le programme des comptes à honoraires du Groupe Investors est un compte de courtage non discrétionnaire à honoraires qui offre aux clients les avantages d'une démarche globale dans la gestion de leur portefeuille.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DE 2017

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 88,8 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 5,3 %, comparativement à 84,3 G\$ au 30 juin 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 88,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2018, en hausse de 3,5 % par rapport à 85,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,1 G\$, soit une baisse de 11,6 % par rapport à la période correspondante de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,2 G\$, soit une hausse de 14,2 % par rapport à 2017. Pour le deuxième trimestre de 2018, les rachats nets des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevaient à 110 M\$, comparativement à des ventes nettes de 435 M\$ en 2017. Au cours du deuxième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 29 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2017.

Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme s'est établi à 9,3 % au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 8,4 % au deuxième trimestre de 2017. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,6 % au 30 juin 2018, inchangé par rapport à 8,6 % au 30 juin 2017, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 16,5 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2018.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 4,9 G\$, soit une baisse de 6,5 % par rapport à 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,3 G\$, soit une hausse de 7,7 % par rapport à 2017. Les ventes nettes de fonds communs de

placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 674 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,3 G\$ en 2017. En 2018, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 80 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,7 G\$ en 2017.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

Au 30 juin 2018, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 88,8 G\$, soit une augmentation de 1,9 % par rapport à 87,1 G\$ au 31 mars 2018. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 88,0 G\$ au deuxième trimestre de 2018, par rapport à 87,8 G\$ au premier trimestre de 2018, soit une augmentation de 0,2 %.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,1 G\$, soit une baisse de 27,1 % par rapport au premier trimestre de 2018. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,2 G\$ au deuxième trimestre, ce qui représente une hausse de 5,7 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 9,3 % au deuxième trimestre, comparativement à 9,0 % au premier trimestre de 2018. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont élevés à 110 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 784 M\$ au cours du trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

FONDS DISTINCTS

Le Groupe Investors offre des fonds distincts qui comprennent la gamme de fonds de placement garanti. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et six fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 juin 2018, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,8 G\$, soit le même montant qu'au 30 juin 2017.

ASSURANCE

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc. Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un

permis a été de 2,3 pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 3,0 en 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 4,6, comparativement à 6,1 en 2017. La distribution des produits d'assurance est améliorée par l'apport de spécialistes en planification d'assurance du Groupe Investors partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour des clients à valeur élevée.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification du patrimoine de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Par ailleurs, un nombre croissant de conseillers inscrits auprès de l'OCRCVM utilisent cette plateforme.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ET ACTIVITÉS BANCAIRES

Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et d'autres stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Des prêts hypothécaires sont offerts par le Groupe Investors, un prêteur hypothécaire d'envergure nationale, et par l'intermédiaire des Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors en vertu d'une entente de distribution à long terme avec la Banque Nationale du Canada. Le produit Tout-En-Un, une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un emprunt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt, est aussi offert par l'intermédiaire des Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors.

Les financements de prêts hypothécaires du Groupe Investors pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 266 M\$ et à 437 M\$, comparativement à 398 M\$ et à 709 M\$ en 2017, soit une baisse de 33,2 % et de 38,4 %, respectivement. Au 30 juin 2018, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 10,6 G\$, comparativement à 11,0 G\$ au 30 juin 2017, soit une baisse de 4,1 %.

Les financements de prêts hypothécaires des Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 126 M\$ et à 151 M\$, respectivement. Au 30 juin 2018, les prêts hypothécaires des Solutions Bancaires[†] totalisaient 153 M\$.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires¹ ouverts au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 s'élevait à 283 M\$ et à 483 M\$, respectivement, comparativement à 284 M\$ et à 433 M\$ en 2017. Au 30 juin 2018, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires¹ était de 2,4 G\$, comparativement à 2,0 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 51 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

Parmi les autres produits et services offerts par l'intermédiaire des Solutions Bancaires¹ du Groupe Investors figurent les prêts à l'investissement, les marges de crédit, les prêts personnels, l'assurance-crédit, les comptes de dépôt et les cartes de crédit. Grâce aux Solutions Bancaires¹, les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à

un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires¹ s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt des clients du Groupe Investors dans le cadre du programme Solutions Bancaires¹ s'est élevé à 3,8 G\$ au 30 juin 2018, comparativement à 3,3 G\$ au 30 juin 2017.

PRODUITS ET SERVICES ADDITIONNELS

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DE 2017

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires¹ et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements liés à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 365,8 M\$ au deuxième trimestre de 2018, en hausse de 11,2 M\$, ou 3,2 %, par rapport à 354,6 M\$ en 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les honoraires de gestion se sont chiffrés à 726,6 M\$, en hausse de 30,9 M\$, ou 4,4 %, par rapport à 695,7 M\$ en 2017.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre et du semestre de 2018 était principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 3,5 % et de 4,8 %, respectivement, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de gestion au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 166,7 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 166,9 points de base en 2017.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs relatifs à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires liés à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 77,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 81,3 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 4,7 %. Les honoraires d'administration se sont établis à 155,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 161,2 M\$ en 2017, soit une baisse de 3,5 %. Ces diminutions sont principalement attribuables au transfert d'actifs dans des produits dégroupés auxquels ne sont pas imputés certains honoraires d'administration et aux variations de la composition de l'actif géré moyen.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement qui ont été vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- Les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires¹.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 40,5 M\$ au deuxième trimestre de 2018, ont diminué de 6,0 M\$ par rapport à 46,5 M\$ en 2017. Pour le semestre, les honoraires

TABLEAU 10 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Produits					
Honoraires de gestion	365,8 \$	360,8 \$	354,6 \$	1,4 %	3,2 %
Honoraires d'administration	77,5	78,1	81,3	(0,8)	(4,7)
Honoraires de distribution	40,5	43,3	46,5	(6,5)	(12,9)
	483,8	482,2	482,4	0,3	0,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,1	10,3	22,1	17,5	(45,2)
	495,9	492,5	504,5	0,7	(1,7)
Charges					
Commissions					
Amortissement des commissions	3,4	2,9	44,7	17,2	n.s.
Commissions de vente des fonds communs de placement passées en charges à mesure qu'elles sont engagées	24,5	35,9	–	(31,8)	n.s.
Autres commissions	28,4	30,4	34,2	(6,6)	(17,0)
	56,3	69,2	78,9	(18,6)	(28,6)
Rémunération fondée sur l'actif	95,3	95,6	84,0	(0,3)	13,5
Charges autres que les commissions	146,9	144,7	147,7	1,5	(0,5)
	298,5	309,5	310,6	(3,6)	(3,9)
Bénéfice avant intérêts et impôt	197,4 \$	183,0 \$	193,9 \$	7,9 %	1,8 %
SEMESTRES CLOS LES					
(en M\$)			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			726,6 \$	695,7 \$	4,4 %
Honoraires d'administration			155,6	161,2	(3,5)
Honoraires de distribution			83,8	103,6	(19,1)
			966,0	960,5	0,6
Produits tirés des placements nets et autres produits			22,4	40,1	(44,1)
			988,4	1 000,6	(1,2)
Charges					
Commissions					
Amortissement des commissions			6,3	89,9	n.s.
Commissions de vente des fonds communs de placement passées en charges à mesure qu'elles sont engagées			60,4	–	n.s.
Autres commissions			58,8	79,9	(26,4)
			125,5	169,8	(26,1)
Rémunération fondée sur l'actif			190,9	162,7	17,3
Charges autres que les commissions			291,6	295,4	(1,3)
			608,0	627,9	(3,2)
Bénéfice avant intérêts et impôt			380,4 \$	372,7 \$	2,1 %

de distribution, chiffrés à 83,8 M\$, ont diminué de 19,8 M\$ par rapport à 103,6 M\$ en 2017. Cette diminution au cours des deux périodes découle principalement d'une baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance. Les produits tirés des assurances en 2017 ont connu une hausse par suite de ventes effectuées avant que des changements soient apportés à la méthode d'imposition de l'assurance permanente. De même, les frais de rachat ont diminué au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017, le Groupe Investors a mis fin à l'option d'achat avec frais d'acquisition différés pour ses fonds communs de placement. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9 qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. L'adoption d'IFRS 9 a donné lieu à plusieurs changements à la façon dont la Société comptabilise ses activités bancaires hypothécaires :

- Des prêts de 282,6 M\$ auparavant détenus à des fins de transaction ont été reclassés au coût amorti. Cela s'est traduit par une réévaluation totale de 49,7 M\$ attribuable à la reprise de pertes latentes comprises dans la valeur comptable des prêts et à l'inscription à l'actif des coûts d'émission des prêts hypothécaires auparavant passés en charges. Le montant de la réévaluation de 49,7 M\$ entraînera une réduction des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sur la durée de vie des prêts connexes.
- La Société a adopté les exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9 qui sont présentées à la note 2 des états financiers intermédiaires.

L'incidence d'IFRS 9 sur les bilans consolidés au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 25.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 12,1 M\$ au deuxième trimestre de 2018, en baisse de 10,0 M\$ par rapport à 22,1 M\$ en 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 22,4 M\$, en baisse de 17,7 M\$ par rapport à 40,1 M\$ en 2017.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 10,7 M\$ au deuxième trimestre de 2018 comparativement à 21,3 M\$ en 2017, soit une diminution de 10,6 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 19,6 M\$, comparativement à 38,1 M\$ en 2017, soit une diminution de 18,5 M\$. Le tableau 11 présente un sommaire

des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et le semestre considérés. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué de 6,3 M\$ et de 12,2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 pour s'établir à 9,6 M\$ et à 20,0 M\$, respectivement, par rapport à 2017. Cette diminution s'explique par la baisse des marges sur les prêts titrisés, principalement en raison de l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie des prêts connexes selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ainsi que par l'élimination de la désactualisation relative aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts détenus avant la titrisation. Les frais d'émission des périodes correspondantes de 3,5 M\$ et de 6,4 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement, avant l'adoption d'IFRS 9, ont été passés en charges et classés au poste Autres dans les produits tirés des placements nets.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 3,8 M\$ et de 5,1 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 pour s'établir à 0,7 M\$ et à 1,5 M\$, respectivement, par rapport à 2017. Les diminutions des profits découlaient d'une baisse des activités de ventes.
- Les ajustements de la juste valeur ont diminué de 4,2 M\$ et de 6,8 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 pour s'établir à (1,9) M\$ et à (5,8) M\$, respectivement, par rapport à 2017. Les diminutions dans les deux périodes sont principalement liées à des ajustements favorables en 2017 de la juste valeur de certains instruments financiers relatifs à la titrisation.
- Les autres produits ont augmenté de 3,7 M\$ et de 5,6 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 2017, pour s'établir à 2,3 M\$ et à 3,9 M\$, ce qui est principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant amortis sur la durée de vie des prêts connexes.

CHARGES

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits, et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Avant le 1^{er} janvier 2018, les commissions versées à la vente de fonds communs de placement étaient inscrites à l'actif et amorties sur une période maximale de sept ans. À compter du 1^{er} janvier 2018, à la suite de l'adoption d'IFRS 15 (note 2 des états financiers intermédiaires), les commissions versées à la vente de produits de placement sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	50,9 \$	50,3 \$	49,4 \$	1,2 %	3,0 %
Charges d'intérêts	41,3	39,9	33,5	3,5	23,3
Produits d'intérêts nets ¹	9,6	10,4	15,9	(7,7)	(39,6)
Profit sur ventes ²	0,7	0,8	4,5	(12,5)	(84,4)
Ajustements de la juste valeur	(1,9)	(3,9)	2,3	51,3	n.s.
Autres produits	2,3	1,6	(1,4)	43,8	n.s.
	10,7 \$	8,9 \$	21,3 \$	20,2 %	(49,8) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	7 487 \$	7 529 \$	7 441 \$	(0,6) %	0,6 %
Autres	3 153	3 236	3 620	(2,6)	(12,9)
	10 640 \$	10 765 \$	11 061 \$	(1,2) %	(3,8) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	364 \$	379 \$	308 \$	(4,0) %	18,2 %
Autres ²	105	96	294	9,4	(64,3)
	469 \$	475 \$	602 \$	(1,3) %	(22,1) %
SEMESTRES CLOS LES					
(en M\$)			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			101,2 \$	98,9 \$	2,3 %
Charges d'intérêts			81,2	66,7	21,7
Produits d'intérêts nets ¹			20,0	32,2	(37,9)
Profit sur ventes ²			1,5	6,6	(77,3)
Ajustements de la juste valeur			(5,8)	1,0	n.s.
Autres produits			3,9	(1,7)	n.s.
			19,6 \$	38,1 \$	(48,6) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			7 508 \$	7 483 \$	0,3 %
Autres			3 194	3 588	(11,0)
			10 702 \$	11 071 \$	(3,3) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations			743 \$	639 \$	16,3 %
Autres ²			201	592	(66,0)
			944 \$	1 231 \$	(23,3) %

1. Les frais d'émission des périodes correspondantes de 2,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017 et de 3,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017 ont été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés et comptabilisés au poste Autres dans Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires.

2. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

3. Représentent les montants en principal vendus.

d'utilité estimée lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client. Toutes les autres commissions versées à la vente de produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 56,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, en baisse de 22,6 M\$ par rapport à 78,9 M\$ en 2017. Pour le semestre, la charge liée aux commissions a diminué de 44,3 M\$ pour s'établir à 125,5 M\$, comparativement à 169,8 M\$ en 2017. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 15, les charges des périodes précédentes se seraient élevées à 78,4 M\$ pour le trimestre et à 181,8 M\$ pour le semestre, ce qui représente une diminution de 22,1 M\$ et de 56,3 M\$ en 2018, respectivement. Ces diminutions des commissions liées aux fonds communs de placement sont attribuables à une baisse des ventes de fonds communs de placement au cours de chaque période, ainsi qu'aux changements apportés à la rémunération qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2018, ce qui se traduit par une diminution de la rémunération fondée sur les commissions et par une augmentation de la rémunération fondée sur l'actif. Par ailleurs, la diminution des autres commissions tient en partie à la rémunération liée aux produits d'assurance distribués.

La rémunération fondée sur l'actif, qui est calculée en fonction de la valeur de l'actif géré, a augmenté de 11,3 M\$ et de 28,2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 pour s'établir à 95,3 M\$ et à 190,9 M\$, par rapport à 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré et aux changements apportés à la rémunération qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés à l'actif géré des fonds communs de placement. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 146,9 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 147,7 M\$ en 2017, ce qui constitue une diminution de 0,8 M\$, ou 0,5 %. Pour le semestre, les charges autres que les commissions sont établies à 291,6 M\$ en 2018, comparativement à 295,4 M\$ en 2017, soit une diminution de 3,8 M\$, ou 1,3 %.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 5,0 M\$, ou 1,4 %, au deuxième trimestre de 2018 par rapport au premier trimestre de 2018, pour s'établir à 365,8 M\$.

L'augmentation des honoraires de gestion au cours du deuxième trimestre s'explique principalement par une hausse d'environ 3,4 M\$ découlant du fait que le deuxième trimestre comptait une journée civile de plus que le trimestre précédent, et par la hausse de 0,2 % de l'actif géré moyen pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9.

Les honoraires d'administration ont diminué pour s'établir à 77,5 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 78,1 M\$ au premier trimestre de 2018.

Les produits tirés des honoraires de distribution, qui se sont chiffrés à 40,5 M\$ au deuxième trimestre de 2018, ont diminué de 2,8 M\$ par rapport à 43,3 M\$ au premier trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux ventes de produits d'assurance et d'une baisse des frais de rachat.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 12,1 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 10,3 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une hausse de 1,8 M\$ découlant des activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 10,7 M\$ au deuxième trimestre de 2018, en hausse de 1,8 M\$ par rapport à 8,9 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 2,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018 pour s'établir à (1,9) M\$, comparativement à (3,9) M\$ au trimestre précédent, ce qui découle d'une hausse des ajustements défavorables de la juste valeur apportés à certains instruments financiers liés à la titrisation au trimestre précédent.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 56,3 M\$, comparativement à 69,2 M\$ au trimestre précédent. Cette diminution est principalement liée à la baisse des commissions en trésorerie versées passées en charges au cours du trimestre, ce qui est essentiellement attribuable à la baisse saisonnière des ventes de fonds communs de placement au deuxième trimestre. La rémunération fondée sur l'actif a diminué de 0,3 M\$ pour s'établir à 95,3 M\$ au deuxième trimestre de 2018.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 146,9 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 144,7 M\$ au trimestre précédent.

PLACEMENTS MACKENZIE

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des clients, des actionnaires, des courtiers, des conseillers et des employés convergent.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui aura une incidence sur les priorités stratégiques que nous choisissons pour remplir cet engagement et assurer la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives, ce qui s'inscrit dans le cadre de notre objectif de devenir la société de choix pour les épargnants, les conseillers financiers et les investisseurs institutionnels. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent d'adopter six aptitudes fondamentales clés :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.
- Accélérer la distribution.
- Promouvoir un leadership de marque.
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur.
- Favoriser une culture de haute performance et de diversité.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de notre mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques qui agissent à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Nos affaires reposent sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries

de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales du Groupe Investors, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), ainsi qu'une entente avec Quadrus, filiale de Lifeco, relative aux fonds communs de placement visant les marques de distributeur. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie attire une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de son réseau de distribution, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 12, et les variations du total de l'actif géré sont résumées au tableau 13.

En octobre 2017, les fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Mackenzie ont été regroupées pour former une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale chapeauté par Mackenzie pour soutenir les deux sociétés. Depuis le 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie exclut les mandats de services-conseils en placement des fonds du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ces mandats ne sont plus comptabilisés dans l'actif géré et les ventes nettes du secteur Mackenzie. Pour assurer la comparabilité des résultats, l'actif géré et les ventes nettes de la période précédente ont été ajustés pour exclure ces mandats.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – MACKENZIE¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Ventes	2 741 \$	2 630 \$	2 195 \$	4,2 %	24,9 %
Rachats	2 711	2 344	1 748	15,7	55,1
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	30	286	447	(89,5)	(93,3)
Créations nettes de parts de FNB	570	715	389	(20,3)	46,5
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement³	447	768	625	(41,8)	(28,5)
Rendements des placements	1 251	(317)	132	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	1 698	451	757	n.s.	124,3
Actif au début	56 994	56 543	53 099	0,8	7,3
Actif à la fin	58 692 \$	56 994 \$	53 856 \$	3,0 %	9,0 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	56 842 \$	55 586 \$	53 516 \$	2,3 %	6,2 %
FNB	2 600	2 004	622	29,7	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	58 692 \$	56 994 \$	53 856 \$	3,0 %	9,0 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	57 913 \$	57 070 \$	54 098 \$	1,5 %	7,1 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018		30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
Ventes	5 371 \$		5 056 \$		6,2 %
Rachats	5 055		4 533		11,5
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	316		523		(39,6)
Créations nettes de parts de FNB	1 285		503		155,5
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement³	1 215		764		59,0
Rendements des placements	934		1 667		(44,0)
Variation de l'actif, montant net	2 149		2 431		(11,6)
Actif au début	56 543		51 425		10,0
Actif à la fin	58 692 \$		53 856 \$		9,0 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	57 494 \$		53 219 \$		8,0 %

- À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses ventes nettes les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ce changement a été appliqué de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
- Au deuxième trimestre de 2018, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$.
Au premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$.
- Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 153 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, à 233 M\$ pour le premier trimestre de 2018 et à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017.
Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 386 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 et à 262 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017.
- Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 750 M\$ au 30 juin 2018, à 596 M\$ au 31 mars 2018 et à 282 M\$ au 30 juin 2017.

TABLEAU 13 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ²	30 \$	286 \$	447 \$	(89,5) %	(93,3) %
Créations nettes de parts de FNB	570	715	389	(20,3)	46,5
Fonds d'investissement ³	447	768	625	(41,8)	(28,5)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	(97)	229	(82)	n.s.	(18,3)
Total des ventes nettes	350	997	543	(64,9)	(35,5)
Rendements des placements	1 442	(345)	169	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	1 792	652	712	174,8	151,7
Actif au début	65 161	64 509	59 652	1,0	9,2
Actif à la fin	66 953 \$	65 161 \$	60 364 \$	2,8 %	10,9 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	56 842 \$	55 586 \$	53 516 \$	2,3 %	6,2 %
FNB	2 600	2 004	622	29,7	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	58 692	56 994	53 856	3,0	9,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	8 261	8 167	6 508	1,2	26,9
Total de l'actif géré	66 953 \$	65 161 \$	60 364 \$	2,8 %	10,9 %
Total de l'actif moyen⁵	66 116 \$	65 233 \$	60 661 \$	1,4 %	9,0 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ²			316 \$	523 \$	(39,6) %
Créations nettes de parts de FNB			1 285	503	155,5
Fonds d'investissement ³			1 215	764	59,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes			132	36	n.s.
Total des ventes nettes			1 347	800	68,4
Rendements des placements			1 097	1 907	(42,5)
Variation de l'actif, montant net			2 444	2 707	(9,7)
Actif au début			64 509	57 657	11,9
Actif à la fin			66 953 \$	60 364 \$	10,9 %
Total de l'actif moyen⁵			65 679 \$	59 668 \$	10,1 %

- À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses ventes nettes les mandats de conseiller confiés au Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ces changements ont été appliqués de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
- Au deuxième trimestre de 2018, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$.
Au premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$.
- Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 153 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, à 233 M\$ pour le premier trimestre de 2018 et à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017.
Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 386 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 et à 262 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017.
- Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 750 M\$ au 30 juin 2018, à 596 M\$ au 31 mars 2018 et à 282 M\$ au 30 juin 2017.
- En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Au 30 juin 2018, l'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie s'est établi à 58,7 G\$, un sommet historique, et le total de l'actif géré s'est chiffré à 67,0 G\$. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes nettes.

RENDEMENT DES FONDS

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 juin 2018, 40,0 %, 49,8 % et 43,3 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar¹. Au 30 juin 2018, 77,6 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar¹ étaient notés trois étoiles ou plus, et 38,4 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar¹, les proportions étaient de 77,5 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 43,0 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2018. Ces notations ne s'appliquent pas à la Gamme de fonds Quadrus¹.

MODIFICATIONS À L'OFFRE DE PRODUITS

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. En 2018, Mackenzie a lancé un certain nombre de nouveaux produits, a mis en œuvre une nouvelle structure de tarification simplifiée et plus accessible et a fusionné onze fonds communs de placement afin de rationaliser et de renforcer sa gamme de produits.

Fonds négociés en bourse

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire des portefeuilles diversifiés à long terme. La gamme actuelle de Mackenzie comprend 28 FNB : 15 FNB actifs et à bêta stratégique lancés en 2016 et en 2017, et 13 nouveaux FNB indiciaires traditionnels lancés au cours du premier trimestre de 2018. Depuis le lancement en avril 2016, l'actif géré des FNB de Mackenzie a augmenté pour atteindre 2,6 G\$ à la fin du 30 juin 2018, ce qui comprend des investissements de 750 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie. Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le huitième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Fonds communs de placement

Le 2 mai 2018, Mackenzie a lancé le Fonds multistratégie à rendement absolu Mackenzie. Ce fonds, le premier du genre pour les investisseurs de détail canadiens, a été créé en fonction du cadre de réglementation alternatif proposé en ce qui a trait aux fonds communs conventionnels. Le fonds propose aux investisseurs de détail une solution à guichet unique. En diversifiant leurs placements grâce à de nouveaux véhicules, les investisseurs peuvent rehausser la stabilité de leur portefeuille en y ajoutant une composante qui n'est pas corrélée avec les marchés et réduire les turbulences en tirant parti d'une méthodologie de répartition du risque de pointe. Ce fonds cherche à produire un rendement total positif sur un cycle de marché, en dépit des hausses et des baisses. Pour gérer ce nouveau produit, Placements Mackenzie réunit des gestionnaires chevronnés détenant une longue et solide expérience dans le domaine des stratégies alternatives institutionnelles, dont ses équipes de répartition de l'actif, des placements à revenu fixe et des stratégies systématiques. L'équipe de répartition de l'actif Mackenzie effectuera une répartition de manière globale et dynamique en faisant appel à diverses stratégies non traditionnelles, notamment des stratégies de positions acheteur/vendeur sur actions, des stratégies de crédit opportuniste et des stratégies macroéconomiques mondiales.

Le 17 mai 2018, Mackenzie a changé la gestion des portefeuilles de ses fonds des marchés émergents qui était auparavant assurée par un conseiller externe. La Catégorie Mackenzie Marchés émergents, la Catégorie Mackenzie Occasions des marchés émergents et le Fonds d'occasions des marchés émergents Mackenzie seront gérés à l'interne par la nouvelle boutique spécialisée en actions quantitatives mondiales située à Boston, selon une approche de placement quantitative.

Comme précédemment annoncé le 1^{er} juin 2018, Mackenzie a mis en œuvre sa structure de tarification réduite et simplifiée, laquelle comprend certaines réductions de frais.

Lancement de l'outil Précision

Le 16 juillet 2018, Mackenzie a lancé un nouvel outil d'analyse des fonds et des portefeuilles appelé Précision. Conçu par Mackenzie avec l'aide de conseillers, Précision regroupe de puissants outils d'analyse et permet l'accès aux données des fonds communs de placement et des FNB canadiens. Précision aidera les conseillers à construire des portefeuilles pour les clients, à générer de l'information reposant sur des données et à communiquer des renseignements. Tous les conseillers au Canada auront accès à cet outil sur le site Ressources conseillers de Placements Mackenzie.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DE 2017

Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 67,0 G\$, en hausse de 10,9 %, comparativement à 60,4 G\$ au

30 juin 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 8,3 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 26,9 %, par rapport à 6,5 G\$ pour l'exercice précédent.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 58,7 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 9,0 %, comparativement au 30 juin 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 56,8 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 6,2 %, comparativement à 53,5 G\$ au 30 juin 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 2,6 G\$ au 30 juin 2018, ce qui comprend des investissements de 750 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à 622 M\$ au 30 juin 2017, ce qui comprenait des investissements de 282 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,7 G\$, soit une hausse de 24,9 %, comparativement à 2,2 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,7 G\$, soit une hausse de 55,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 30 M\$, comparativement à des ventes nettes de 447 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 570 M\$, ce qui comprend des investissements de 153 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des créations nettes de parts de FNB de 389 M\$ à l'exercice précédent, ce qui comprenait des investissements de 211 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 447 M\$, comparativement à des ventes nettes de 625 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de 1,3 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 132 M\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 7,6 % et les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 163 M\$, comparativement à des ventes nettes de fonds communs de placement de 447 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont totalisé 350 M\$, comparativement à des ventes nettes de 543 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,4 G\$, comparativement à une augmentation de 169 M\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties au cours du deuxième trimestre de 2018, dont il est question précédemment, le total des ventes nettes s'est établi à 483 M\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 543 M\$ pour l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 5,4 G\$, soit une hausse de 6,2 %, par rapport à 5,1 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont établis à 5,1 G\$, soit une hausse de 11,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 316 M\$, comparativement à des ventes nettes de 523 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,3 G\$, ce qui comprend des investissements de 386 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des créations nettes de parts de FNB de 503 M\$, ce qui comprenait des investissements de 262 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie à l'exercice précédent. Les ventes nettes des fonds d'investissement se sont établies à 1,2 G\$ pour la période considérée, comparativement à 0,8 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 934 M\$, comparativement à une augmentation de 1,7 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 381 M\$, des rachats de 514 M\$ et des rachats nets de 133 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 5,2 % et les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 16,0 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 449 M\$, comparativement à 828 M\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 2,6 G\$ et à 4,9 G\$, respectivement, comparativement à 1,7 G\$ et à 4,4 G\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, les rachats de fonds communs de placement à long terme s'élevaient à 4,4 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 3,8 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2018, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,9 %, comparativement à 12,6 % pour le deuxième trimestre de 2017. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 15,2 % pour le deuxième trimestre de 2018. Au 30 juin 2018, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 15,3 %, comparativement à 15,5 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 14,4 % au 30 juin 2018 et à 14,3 % au 30 juin 2017. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 16,4 % au 30 juin 2018. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Le total des ventes nettes pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 1,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 800 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,1 G\$, comparativement à une augmentation de 1,9 G\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement en 2018 et en 2017 expliqués précédemment, les ventes nettes ont totalisé 1,5 G\$ pour la période considérée, comparativement à des ventes nettes de 1,1 G\$ à l'exercice précédent.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

Au 30 juin 2018, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 67,0 G\$, en hausse de 2,8 %, comparativement à 65,2 G\$ au 31 mars 2018. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les

comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 8,3 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 1,2 %, par rapport à 8,2 G\$ au 31 mars 2018.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 58,7 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 3,0 %, comparativement à 57,0 G\$ au 31 mars 2018. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 56,8 G\$ au 30 juin 2018, soit une hausse de 2,3 %, comparativement à 55,6 G\$ au 31 mars 2018. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 2,6 G\$ au 30 juin 2018, en hausse de 29,7 % par rapport à 2,0 G\$ au 31 mars 2018. L'actif des FNB comprend des investissements de 750 M\$ et de 596 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,7 G\$, soit une hausse de 4,2 % par rapport au premier trimestre de 2018. Pour le deuxième trimestre, les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 2,7 G\$, ont augmenté de 15,7 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établies à 30 M\$, comparativement à des ventes nettes de 286 M\$ pour le trimestre précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement au cours du deuxième trimestre de 2018, dont il est question précédemment, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 10,2 %, les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 6,2 % et les ventes nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 163 M\$, comparativement à 286 M\$ au premier trimestre de 2018.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,6 G\$, comparativement à 2,2 G\$ au premier trimestre de 2018. Pour le deuxième trimestre de 2018, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de programmes de tierces parties dont il a été question précédemment, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont élevés à 2,1 G\$. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,9 % pour le trimestre considéré, comparativement à 16,5 % pour le premier trimestre de 2018. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 15,2 % pour le deuxième trimestre de 2018. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 20 M\$, comparativement à des ventes nettes de 264 M\$ pour le trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, se sont élevées à 152 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 570 M\$, en baisse de 145 M\$ par rapport au premier trimestre de 2018. Pour le trimestre considéré, les créations nettes de parts de FNB comprenaient des investissements de 153 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à 233 M\$ pour le premier trimestre.

Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 447 M\$, comparativement à des ventes nettes de 768 M\$ pour le premier trimestre. Les ventes nettes de fonds d'investissement pour le trimestre considéré, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de programmes de tierces parties dont il est question précédemment, se sont élevées à 580 M\$.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

En octobre 2017, la Société financière IGM Inc. a annoncé que les fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Placements Mackenzie avaient été regroupées en une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale chapeauté par Mackenzie pour soutenir les deux sociétés. Comme il a été expliqué précédemment, à compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie exclut les mandats de services-conseils des fonds du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Les produits gagnés dans le cadre de ces mandats ne sont plus comptabilisés dans les produits du secteur Mackenzie. Compte tenu de ces changements, le secteur Mackenzie comptabilisera dorénavant sa quote-part des charges de la fonction de gestion de placements, ce qui conviendra mieux au système de gestion interne de communication de l'information financière. L'incidence de ces changements sur le bénéfice du secteur n'est pas importante. Les résultats de la période précédente n'ont pas été retraités.

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DE 2017

PRODUITS

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des

fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants.

Au sein de la gamme de fonds communs de placement destinés aux épargnants de Mackenzie, certaines séries sont offertes dans le cadre de programmes tarifés de courtiers participants en vertu desquels la rémunération des courtiers pour ces séries est facturée par le courtier directement à un client (principalement des fonds de la série F et de PWF). Comme Mackenzie ne verse pas de rémunération aux courtiers, les honoraires de gestion de ces séries sont moins élevés. Au 30 juin 2018, ces séries représentaient un actif de 8,0 G\$, soit une augmentation de 31,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion se sont établis à 177,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, soit une baisse de 0,2 M\$, ou 0,1 %, comparativement à 177,2 M\$ pour l'exercice précédent. Comme il a été expliqué précédemment, les mandats de services-conseils du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie ont été exclus du secteur Mackenzie à compter du 1^{er} octobre 2017. Après l'ajustement pour exclure les honoraires provenant du Groupe Investors, les honoraires de gestion de la période précédente se sont établis à 172,3 M\$. L'augmentation nette des honoraires de gestion est attribuable à l'augmentation de l'actif géré moyen de 9,0 %, contrebalancée par une baisse du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre considéré s'est établi à 107,4 points de base, comparativement à 113,9 points de base en 2017, après l'ajustement pour exclure les honoraires provenant des fonds du Groupe Investors. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion au trimestre considéré est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail et de la série F, l'incidence des changements de tarification le 1^{er} juin 2018, qui comprenaient le transfert des investisseurs admissibles aux

TABLEAU 14 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Produits					
Honoraires de gestion	177,0 \$	175,9 \$	177,2 \$	0,6 %	(0,1) %
Honoraires d'administration	24,9	24,9	24,9	–	–
Honoraires de distribution	1,5	2,1	1,9	(28,6)	(21,1)
	203,4	202,9	204,0	0,2	(0,3)
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,5	(0,2)	(1,9)	n.s.	n.s.
	205,9	202,7	202,1	1,6	1,9
Charges					
Commissions	7,2	9,9	11,7	(27,3)	(38,5)
Commissions de suivi	65,7	65,4	63,8	0,5	3,0
Charges autres que les commissions	84,3	85,8	83,2	(1,7)	1,3
	157,2	161,1	158,7	(2,4)	(0,9)
Bénéfice avant intérêts et impôt	48,7 \$	41,6 \$	43,4 \$	17,1 %	12,2 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)					
			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			352,9 \$	349,0 \$	1,1 %
Honoraires d'administration			49,8	49,3	1,0
Honoraires de distribution			3,6	4,2	(14,3)
			406,3	402,5	0,9
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,3	(1,8)	n.s.
			408,6	400,7	2,0
Charges					
Commissions			17,1	24,3	(29,6)
Commissions de suivi			131,1	125,8	4,2
Charges autres que les commissions			170,1	165,7	2,7
			318,3	315,8	0,8
Bénéfice avant intérêts et impôt			90,3 \$	84,9 \$	6,4 %

séries Patrimoine privé, ainsi qu'une augmentation de 26,9 % des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes dont les marges sont moins élevées.

Les honoraires de gestion se sont établis à 352,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 3,9 M\$, ou 1,1 %, comparativement à 349,0 M\$ pour l'exercice précédent. Après l'ajustement pour exclure les honoraires provenant du Groupe Investors, les honoraires de gestion de la période précédente se sont établis à 339,5 M\$. L'augmentation nette des honoraires de gestion est attribuable à une augmentation du total de l'actif géré moyen de 10,1 %, contrebalancée par une baisse du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux

moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 108,4 points de base, comparativement à 114,7 points de base en 2017. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds d'investissement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, inchangés par rapport à l'exercice précédent. Les honoraires d'administration se sont élevés 49,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse

de 0,5 M\$, ou 1,0 %, comparativement à 49,3 M\$ à l'exercice précédent.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 1,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 1,9 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 3,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, en baisse de 0,6 M\$ par rapport à 4,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 2,5 M\$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à (1,9) M\$ pour l'exercice précédent. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 2,3 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 4,1 M\$ par rapport à (1,8) M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 157,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui représente une baisse de 1,5 M\$, ou 0,9 %, par rapport à 158,7 M\$ en 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les charges se sont établies à 318,3 M\$, soit une hausse de 2,5 M\$, ou 0,8 %, par rapport à 315,8 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Avant le 1^{er} janvier 2018, les commissions versées à la vente de fonds communs de placement étaient inscrites à l'actif et amorties sur une période maximale de sept ans. À compter du 1^{er} janvier 2018, par suite de l'adoption d'IFRS 15, les commissions versées sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 7,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 11,7 M\$ pour l'exercice précédent. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 17,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 24,3 M\$ en 2017. Après un ajustement pour

tenir compte de l'incidence d'IFRS 15, les charges de la période précédente se seraient élevées à 8,0 M\$ pour le trimestre et à 17,9 M\$ pour le semestre, ce qui représente une diminution de 0,8 M\$ pour les deux périodes en 2018, respectivement.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 65,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 1,9 M\$, ou 3,0 %, par rapport à 63,8 M\$ pour l'exercice précédent. Les commissions de suivi se sont établies à 131,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 5,3 M\$, ou 4,2 %, par rapport à 125,8 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 découle de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 46,7 et à 46,8 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 47,4 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017. Cette baisse est attribuable à une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui ne versent pas de commissions de suivi.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 84,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 1,1 M\$, ou 1,3 %, par rapport à 83,2 M\$ en 2017. Les charges autres que les commissions ont totalisé 170,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, soit une hausse de 4,4 M\$, ou 2,7 %, par rapport à 165,7 M\$ en 2017.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

PRODUITS

Les produits de Mackenzie se sont élevés à 205,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 3,2 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 202,7 M\$ au premier trimestre.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 177,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,1 M\$, ou 0,6 %, par rapport à 175,9 M\$ au premier trimestre. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation nette :

- La moyenne de l'actif géré s'est établie à 66,1 G\$ pour le trimestre considéré, une hausse de 1,4 % comparativement à 65,2 G\$ au trimestre précédent.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 107,4 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 109,4 points de base au premier trimestre.
- Le deuxième trimestre de 2018 comptait une journée civile de plus que le premier trimestre de 2018, ce qui a donné lieu à une hausse de 1,9 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre considéré, inchangés par rapport au premier trimestre.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de 2,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à (0,2) M\$ au premier trimestre.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 157,2 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 3,9 M\$, ou 2,4 %, par rapport à 161,1 M\$ au premier trimestre.

La charge liée aux commissions de vente versées s'est chiffrée à 7,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 9,9 M\$ pour le premier trimestre. La diminution au deuxième trimestre est principalement attribuable à une baisse saisonnière des ventes comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés.

Les commissions de suivi se sont établies à 65,7 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 0,3 M\$, ou 0,5 %, comparativement à 65,4 M\$ au premier trimestre. La variation des commissions de suivi reflète l'augmentation de 0,7 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Le taux effectif des commissions de suivi représentait 46,7 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 46,8 points de base au premier trimestre.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 84,3 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 85,8 M\$ au premier trimestre.

ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de ses entreprises associées, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») et China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

L'investissement de la Société dans China AMC a été finalisé le 31 août 2017.

La Société a également investi des montants dans Personal Capital Corporation, Wealthsimple Financial Corporation et Portag3 Ventures LP.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DE 2017

La quote-part du résultat des entreprises associées a augmenté de 12,7 M\$ au deuxième trimestre de 2018 et a augmenté de 22,7 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 2017. Ce résultat reflète le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco pour toutes les périodes considérées et de China AMC en 2018, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont diminué pour s'établir à 4,0 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 5,2 M\$ en 2017. Pour le semestre, les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 8,0 M\$, comparativement à 6,9 M\$ en 2017.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)	
				31 MARS 2018	30 JUIN 2017
Produits					
Produits tirés des honoraires	72,6 \$	72,4 \$	66,6 \$	0,3 %	9,0 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,0	4,0	5,2	–	(23,1)
Quote-part du résultat des entreprises associées	37,6	38,0	24,9	(1,1)	51,0
	114,2	114,4	96,7	(0,2)	18,1
Charges					
Commissions	45,6	46,0	46,0	(0,9)	(0,9)
Charges autres que les commissions	21,5	22,6	15,6	(4,9)	37,8
	67,1	68,6	61,6	(2,2)	8,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	47,1 \$	45,8 \$	35,1 \$	2,8 %	34,2 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			145,0 \$	131,9 \$	9,9 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			8,0	6,9	15,9
Quote-part du résultat des entreprises associées			75,6	52,9	42,9
			228,6	191,7	19,2
Charges					
Commissions			91,6	91,1	0,5
Charges autres que les commissions			44,1	32,3	36,5
			135,7	123,4	10,0
Bénéfice avant intérêts et impôt			92,9 \$	68,3 \$	36,0 %

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,8 M\$ au deuxième trimestre de 2018 par rapport au trimestre correspondant de 2017 et de 3,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2018

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 37,6 M\$ au deuxième trimestre de 2018, en baisse de 0,4 M\$

par rapport au premier trimestre de 2018. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 4,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, inchangés par rapport au premier trimestre.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,8 M\$ au deuxième trimestre de 2018 par rapport au trimestre précédent.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 15,7 G\$ au 30 juin 2018, comparativement à 16,5 G\$ au 31 décembre 2017.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

Par suite de l'adoption d'IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018 (note 2 des états financiers intermédiaires), les autres titres de placement disponibles à la vente de 19,9 M\$ ont été reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net et la Société a choisi de classer les autres titres de placement de 262,8 M\$ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les profits et les pertes sur les titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP (« Portag3 »).

Au deuxième trimestre de 2018, la Société a affecté un montant total de 18,0 M\$ aux investissements d'entreprise, pour un montant total de 65,2 M\$ pour le semestre.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds

d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 17.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 50,0 % du total de l'actif au 30 juin 2018, comparativement à 47,6 % au 31 décembre 2017.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 30 juin 2018, un passif correspondant de 7,5 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 7,6 G\$ au 31 décembre 2017.

Des prêts sont détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. À la suite de l'adoption d'IFRS 9, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. En conséquence, une tranche de 282,6 M\$ des prêts de 286,7 M\$ classés comme étant détenus à des fins de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net ont été reclassés en tant que prêts évalués au coût

TABLEAU 16 : AUTRES TITRES DE PLACEMENT

(en M\$)	30 JUIN 2018		31 DÉCEMBRE 2017	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Investissements d'entreprise	s.o. \$	s.o. \$	215,0 \$	262,8 \$
Fonds d'investissement exclusifs	s.o.	s.o.	19,6	19,9
	s.o.	s.o.	234,6	282,7
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	280,2	321,4	s.o.	s.o.
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	16,8	18,3	17,1	17,1
Fonds d'investissement exclusifs	85,6	87,2	79,6	79,9
	102,4	105,5	96,7	97,0
	382,6 \$	426,9 \$	331,3 \$	379,7 \$

TABLEAU 17 : PRÊTS

<i>(en M\$)</i>	30 JUIN 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Coût amorti	7 822,4 \$	7 564,0 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	0,9	0,8
	7 821,5	7 563,2
À la juste valeur par le biais du résultat net	6,9	286,7
	7 828,4 \$	7 849,9 \$

amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 397,7 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 286,7 M\$ au 31 décembre 2017.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes.

Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 13,0 G\$, dont une tranche de 2,5 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit :

i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du

taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires ; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au deuxième trimestre de 2018, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 355,3 M\$, comparativement à 300,0 M\$ en 2017. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO »)

Au 30 juin 2018, la Société détenait une participation de 4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres (se reporter aux tableaux 2 à 4). La variation de la valeur comptable pour le semestre clos le 30 juin 2018, par rapport à 2017, est présentée dans le tableau 18.

CHINA ASSET MANAGEMENT CO., LTD. (« CHINA AMC »)

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China AMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs.

TABLEAU 18 : PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)			30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
	LIFECO	CHINA AMC	TOTAL	TOTAL
Valeur comptable au début				
Données présentées antérieurement	903,1 \$	647,9 \$	1 551,0 \$	888,9 \$
Changement de méthode comptable (IFRS 15)	(1,7)	–	(1,7)	–
	901,4	647,9	1 549,3	888,9
Quote-part du bénéfice	60,1	15,5	75,6	52,9
Quote-part de la provision au titre de la restructuration de l'entreprise associée ¹	–	–	–	(5,1)
Dividendes reçus	(30,9)	(12,2)	(43,1)	(29,2)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	28,9	18,7	47,6	6,7
Valeur comptable à la fin	959,5 \$	669,9 \$	1 629,4 \$	914,2 \$

1. Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion.

L'actif géré total de China AMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 869,6 milliards de yuans (167,9 G\$) au 31 décembre 2017, soit une hausse de 4,0 % (hausse en dollars canadiens de 5,0 %) par rapport à 836,4 milliards de yuans (159,9 G\$) au 30 juin 2017.

La participation de 13,9 % de la Société dans China AMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de China AMC revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres (se reporter aux tableaux 2 à 4). La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 30 juin 2018 est présentée dans le tableau 18.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 721,7 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 966,8 M\$ et à 1 069,3 M\$ au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2017, respectivement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 2,9 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 3,3 M\$ et à 2,0 M\$ au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2017, respectivement, comme l'illustre le tableau 19.

Le fonds de roulement totalisait 147,8 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 786,1 M\$ au 31 décembre 2017 et à 1 082,6 M\$ au 30 juin 2017. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société. La diminution du fonds de roulement est attribuable aux débetures à 7,35 % d'un montant de 375 M\$ devenant exigibles et à leur rachat par la Société au début de la journée le 10 août 2018. Le fonds de roulement au 30 juin 2018 ne comprend pas l'incidence de l'émission des débetures à 4,174 % d'un montant de 200 M\$, le 11 juillet 2018. La diminution découle également de l'adoption d'IFRS 9 qui comprend le reclassement dans les actifs non courants de certains prêts qui étaient comptabilisés dans les actifs courants.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.

- Le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente ») a totalisé 342,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, comparativement à 345,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 et à 333,2 M\$ pour le premier trimestre de 2018. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence à la fois des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente ») a totalisé 297,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018, comparativement à 278,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 et à 270,9 M\$ pour le premier trimestre de 2018. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 20, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Au deuxième trimestre de 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 56,5 M\$, comparativement à une diminution de 133,6 M\$ en 2017. Pour le semestre, la trésorerie et les équivalents de

TABLEAU 19 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	30 JUIN 2018	31 DÉC. 2017	30 JUIN 2017
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,9 \$	3,3 \$	2,0 \$
Fonds de clients déposés	471,3	489,6	420,4
Débiteurs et autres montants à recevoir	5,4	0,8	1,0
Prêts	21,9	21,7	27,1
Total de l'actif	501,5 \$	515,4 \$	450,5 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	490,4 \$	505,0 \$	439,3 \$
Autres passifs	0,5	0,5	0,5
Capitaux propres	10,6	9,9	10,7
Total du passif et des capitaux propres	501,5 \$	515,4 \$	450,5 \$

trésorerie ont diminué de 245,1 M\$ en 2018, comparativement à une augmentation de 458,3 M\$ en 2017.

Au 30 juin 2018, la Société avait révisé ses tableaux consolidés des flux de trésorerie présentés dans ses états financiers consolidés afin de fournir aux lecteurs des détails additionnels sur la nature des flux de trésorerie de la Société.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours du deuxième trimestre de 2018, comparativement à 2017, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

- La réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de ventes inscrites à l'actif versées.
- La réintégration de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles.
- La déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus.
- La réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie.
- Des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres.
- La réintégration d'ajustements exceptionnels au cours du trimestre et du semestre clos en 2017, qui comprennent un ajustement lié au régime de retraite et des provisions au titre de la restructuration et autres.
- La déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours du deuxième trimestre de 2018 par rapport à 2017 avaient trait à ce qui suit :

- Une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 344,6 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 506,5 M\$ en 2018, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 292,1 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 531,6 M\$ en 2017.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2018, soit le même montant qu'en 2017.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,4 M\$ en 2018, comparativement à 135,3 M\$ en 2017.

Les activités de financement au cours du semestre clos le 30 juin 2018 par rapport à 2017 avaient trait à ce qui suit :

- Une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 711,1 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 864,3 M\$ en 2018, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 610,8 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 897,5 M\$ en 2017.
- Le paiement de débentures de 150,0 M\$ au premier trimestre de 2018.
- L'émission de débentures de 600,0 M\$ au premier trimestre de 2017.

TABLEAU 20 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN		
	2018	2017	VARIATION (%)	2018	2017	VARIATION (%)
Activités d'exploitation						
Bénéfice avant impôt sur le résultat	264,4 \$	266,0 \$	(0,6) %	504,4 \$	492,7 \$	2,4 %
Impôt sur le résultat payé	(45,2)	(46,2)	2,2	(83,6)	(90,0)	7,11
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	0,2	(32,7)	n.s.	(83,6)	(116,1)	28,0
	219,4	187,1	17,3	337,2	286,6	17,7
Activités de financement	(299,1)	(377,1)	20,7	(572,9)	40,7	n.s.
Activités d'investissement	23,2	56,4	(58,9)	(9,4)	131,0	n.s.
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(56,5)	(133,6)	57,7	(245,1)	458,3	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	778,2	1 202,9	(35,3)	966,8	611,0	58,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	721,7 \$	1 069,3 \$	(32,5) %	721,7 \$	1 069,3 \$	(32,5) %

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 4,4 M\$ en 2018, soit le même montant qu'en 2017.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 270,8 M\$ en 2018, comparativement à 270,6 M\$ en 2017.

Les activités d'investissement au cours du deuxième trimestre de 2018 par rapport à 2017 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat d'autres titres de placement totalisant 32,1 M\$ et le produit de 17,5 M\$ de la vente d'autres titres de placement en 2018, comparativement à 61,0 M\$ et à 11,2 M\$, respectivement, en 2017. Les achats comprenaient des investissements d'entreprise de 20,2 M\$ au deuxième trimestre de 2018 et de 30,4 M\$ au deuxième trimestre de 2017.
- Une augmentation des prêts de 472,2 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 518,4 M\$ en 2018, comparativement à 670,6 M\$ et à 788,0 M\$, respectivement, en 2017, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux entrées aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 5,9 M\$ en 2018, comparativement à 7,8 M\$ en 2017.

Les activités d'investissement au cours du semestre clos le 30 juin 2018 par rapport à 2017 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat d'autres titres de placement totalisant 82,3 M\$ et le produit de 43,3 M\$ de la vente d'autres titres de placement en 2018, comparativement à 103,1 M\$ et à 36,7 M\$, respectivement, en 2017. Les achats comprenaient des investissements d'entreprise de 47,0 M\$ en 2018 et de 42,6 M\$ en 2017.
- Une augmentation des prêts de 855,8 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 921,4 M\$ en 2018, comparativement à 1 184,8 M\$ et à 1 407,3 M\$, respectivement, en 2017, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux entrées aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 29,0 M\$ en 2018, comparativement à 15,7 M\$ en 2017.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la

préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,5 G\$ au 30 juin 2018, comparativement à 7,0 G\$ au 31 décembre 2017. La réduction des capitaux propres au cours du semestre était principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 15 qui a entraîné un ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de 514,6 M\$ au cours du premier trimestre de 2018. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2 025,0 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 2 175,0 M\$ au 31 décembre 2017. La diminution de 150,0 M\$ est liée aux débetures à 6,58 % de la Société, qui sont arrivées à échéance et ont été remboursées le 7 mars 2018. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Le 11 juillet 2018, la Société financière IGM a émis des débetures à 4,174 % arrivant à échéance le 13 juillet 2048 d'un capital de 200 M\$. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément au prospectus préalable de base simplifié de la Société financière IGM en date du 29 novembre 2016. La Société financière IGM se servira du produit net, ainsi que d'une partie de la trésorerie interne existante de la Société financière IGM, pour financer le rachat de la totalité de ses débetures à 7,35 % arrivant à échéance le 8 avril 2019 (les « débetures de 2019 ») d'un montant en capital global de 375 M\$. Le 11 juillet 2018, la Société a émis un avis visant le rachat des débetures de 2019 le 10 août 2018.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 30 juin 2018, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2017.

En 2018, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 4,4 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou

0,7375 \$ par action, et de dividendes de 270,9 M\$ sur actions ordinaires, ou 1,125 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 21 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche

TABLEAU 21 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 JUIN 2018		31 DÉCEMBRE 2017	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres titres de placement				
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	321,4 \$	321,4 \$	s.o.	s.o.
– Disponibles à la vente	s.o.	s.o.	282,7	282,7
– À la juste valeur par le biais du résultat net	105,5	105,5	97,0	97,0
Prêts				
– À la juste valeur par le biais du résultat net	6,9	6,9	286,7	286,7
Instruments financiers dérivés	27,4	27,4	35,7	35,7
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Prêts et créances	7 821,5	7 823,9	7 563,2	7 675,5
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés				
	31,2	31,2	28,4	28,4
Autres passifs financiers				
	9,3	9,3	9,3	9,3
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats				
	490,4	490,7	505,0	505,5
Obligations à l'égard d'entités de titrisation				
	7 506,2	7 545,0	7 596,0	7 657,8
Dettes à long terme				
	2 025,0	2 306,5	2 175,0	2 470,2

raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres titres de placement ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 14 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2018.

GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Son succès continu repose sur sa capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. L'approche de gestion des risques repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie au cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à la politique de GRE de la Société, laquelle est approuvée par le comité de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par la Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), les groupes de conformité et le service d'audit interne de la Société.

Le conseil d'administration assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. Cette surveillance de la gestion du risque d'entreprise par le conseil d'administration englobe : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de

tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques, procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers, iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'aux activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité des ressources humaines, qui supervise les politiques et les pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts ainsi que l'administration du code de conduite professionnelle et de déontologie à l'attention des administrateurs, des dirigeants et des employés (code de conduite).

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué du président et chef de la direction de la Société financière IGM et du Groupe Investors, du président et chef de la direction de Placements Mackenzie, du chef des services financiers, du chef du contentieux et du chef de la conformité, du chef de l'exploitation, du vice-président exécutif, Bureau de l'exécution de la stratégie, et de la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et une fonction d'audit de la troisième ligne responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives.

Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit :

- i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques;
- ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques;
- iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques;
- iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

La Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Elle est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité de l'entreprise de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et

gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution.
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques.
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme la Division de GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. La Division de GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. La Division de GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre

cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

La Société identifie les risques auxquels ses secteurs opérationnels et ses activités pourraient être exposés en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en six catégories.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme.
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière.
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers.
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme.
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance, et par le comité des stratégies de placement du conseil d'administration.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de financement pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence collatérale dérivée liée aux activités bancaires hypothécaires. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2018 et de 2017, la Société a :

- continué d'élargir ses canaux de financement grâce à l'émission de titres TH LNH à de multiples acheteurs.
- continué d'évaluer et de cibler des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires, y compris le lancement au quatrième trimestre de 2017 d'une nouvelle gamme de produits hypothécaires résidentiels par l'entremise de nos partenaires à la Banque Nationale, qui vient compléter nos offres actuelles en matière de prêts hypothécaires.
- émis, en janvier 2017, des débentures à 3,44 % sur dix ans d'un principal de 400 M\$ et des débentures à 4,56 % sur 30 ans d'un principal de 200 M\$. La Société financière IGM s'est servie du produit net pour financer une partie importante de l'acquisition d'une participation de 13,9 % dans China AMC en 2017 et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.
- émis, en décembre 2017, des débentures à 4,115 % sur 30 ans d'un principal de 250 M\$.
- a remboursé, en mars 2018, des débentures à 6,58 % d'un principal de 150,0 M\$.

- en juillet 2018, la Société a émis des débentures à 4,174 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$. La Société financière IGM se servira du produit net, ainsi que d'une partie de la trésorerie interne existante de la Société financière IGM, pour financer le rachat de la totalité de ses débentures à 7,35 % arrivant à échéance le 8 avril 2019 (les « débentures de 2019 ») d'un montant en capital global de 375 M\$. Le 11 juillet 2018, la Société a émis un avis visant le rachat des débentures de 2019 le 10 août 2018.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 22.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 30 juin 2018, inchangées par rapport au 31 décembre 2017. Les marges de crédit au 30 juin 2018 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ (31 décembre 2017 – 650 M\$) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (31 décembre 2017 – 175 M\$). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2017, a été produite en mai 2018. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. La base de la

solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 47,2 M\$, comparativement à 82,7 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2016. La diminution du déficit de solvabilité résulte principalement de la hausse des actifs découlant des cotisations et des rendements des placements, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité relatif à la continuité de l'exploitation de 46,1 M\$, comparativement à 24,4 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle obligatoire sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2020. La Société a versé des cotisations de 30,3 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 7,1 M\$). La Société a affecté un montant de 10,5 M\$, prélevé sur les paiements effectués en 2018, afin de réduire son déficit de solvabilité et d'accroître son surplus de solvabilité relatif à la continuité de l'exploitation. La Société prévoit verser des cotisations additionnelles d'environ 8,1 M\$ en 2018. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 30 JUIN 2018 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	8,5 \$	22,3 \$	0,4 \$	31,2 \$
Dépôts et certificats	476,0	7,1	5,7	1,6	490,4
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 262,3	6 217,7	26,2	7 506,2
Dette à long terme	–	375,0	–	1 650,0	2 025,0
Contrats de location simple ¹	–	27,7	69,6	34,1	131,4
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	8,1	–	–	8,1
Total des obligations contractuelles	476,0 \$	1 688,7 \$	6 315,3 \$	1 712,3 \$	10 192,3 \$

- Comprend les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.
- La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2020. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2018 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres titres de placement détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 721,7 M\$ (31 décembre 2017 – 966,8 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 51,6 M\$ (31 décembre 2017 – 88,3 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 670,1 M\$ (31 décembre 2017 – 878,5 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 13,5 M\$ (31 décembre 2017 – 239,5 M\$), de bons du Trésor et de billets du gouvernement provincial de 167,7 M\$ (31 décembre 2017 – 252,6 M\$), d'acceptations bancaires et d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 434,5 M\$ (31 décembre 2017 – 351,4 M\$), ainsi que de papier commercial de société à notation élevée de 54,4 M\$ (31 décembre 2017 – 35,0 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 30 juin 2018, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 7,8 G\$ (31 décembre 2017 – 7,8 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 7,4 G\$ (31 décembre 2017 – 7,5 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 397,7 M\$ (31 décembre 2017 – 286,7 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 26,0 M\$ (31 décembre 2017 – 26,0 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers du Groupe Investors, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 4,4 G\$ (31 décembre 2017 – 4,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 3,1 G\$ (31 décembre 2017 – 3,1 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 70,5 M\$ (31 décembre 2017 – 69,7 M\$) et à 38,3 M\$ (31 décembre 2017 – 42,4 M\$), respectivement, au 30 juin 2018. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 12,3 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – 16,4 %).

Au 30 juin 2018, une proportion de 63,4 % (31 décembre 2017 – 65,5 %) des prêts hypothécaires résidentiels

comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 30 juin 2018, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,8 M\$, comparativement à 2,8 M\$ au 31 décembre 2017. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,2 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2017.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,9 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2017, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 28,3 M\$ (31 décembre 2017 – 33,8 M\$),

ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,4 M\$ au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – 1,2 M\$).

Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 30 juin 2018. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2017.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 30 juin 2018, ce swap avait une juste valeur positive de 7,0 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur positive de 4,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 1,1 G\$ (31 décembre 2017 – 1,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 30 juin 2018, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 12,4 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur négative de 4,5 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,9 G\$ (31 décembre 2017 – 1,9 G\$). Au 30 juin 2018, la juste valeur négative nette de 5,4 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur négative de 0,4 M\$) de ces swaps est comptabilisée

dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 3,0 G\$ (31 décembre 2017 – 3,1 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La juste valeur de ces swaps s'élevait à 0,1 M\$ (31 décembre 2017 – 0,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 210,0 M\$ au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – 137,0 M\$).

Au 30 juin 2018, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 0,8 M\$ (31 décembre 2017 – une diminution de 0,9 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés comme étant soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global soit à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur des placements en titres de capitaux propres s'élevait à 426,9 M\$ au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – 379,7 M\$), comme l'illustre le tableau 16.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans Personal Capital et China AMC.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 159,1 G\$ au 30 juin 2018, comparativement à 156,5 G\$ au 31 décembre 2017.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de gestion, les honoraires d'administration et les autres honoraires qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré de façon continue. Les risques de marché, comme des

fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux. À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme la couverture ayant trait à ces expositions.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, de la Division de GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler. Notre Société est exposée à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs

TABLEAU 23 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 30 JUIN 2018	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	0,4 %	0,8 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	6,6	6,5
Autres titres à revenu fixe	25,8	25,4
Actions canadiennes	23,6	23,6
Actions étrangères	43,0	42,8
Biens immeubles	0,6	0,9
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	58,4 %	58,4 %
Dollars américains	26,5	26,0
Autres	15,1	15,6
	100,0 %	100,0 %

et une application inadéquate des processus de contrôle interne. Ces risques peuvent entraîner des pertes financières importantes, des dommages à la réputation et des mesures réglementaires.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société s'est dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de soutenir l'autonomie, la gestion et la reprise des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Le cyber-risque et le risque lié aux technologies sont gérés au moyen de contrôles à l'égard du développement des technologies et de la gestion du changement. La sécurité de l'information constitue un risque important pour les activités de la Société comme pour l'ensemble de notre secteur. La Société a recours à des systèmes et à des technologies afin de soutenir ses activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences

défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, la Société a mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, a comparé ses propres mesures aux normes d'excellence du secteur, a établi des méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et s'est dotée des moyens d'intervention appropriés.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne la conformité en matière de distribution et de gestion de placements, la comptabilité et les contrôles internes, ainsi que la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties

aux exigences des organismes d'autoréglementation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les titres, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et sont sans cesse modifiées. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite comporte de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés; il contient en outre un éventail de sujets pertinents, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, des services sont responsables d'assurer une surveillance des activités de conformité assujetties à la

réglementation. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance et mène des enquêtes sur des questions liées à la conformité avec la réglementation.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA GOUVERNANCE, À LA SURVEILLANCE ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique est le risque d'incidence défavorable possible découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une planification stratégique inadéquate ou inappropriée.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour ses actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

La Société a mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est aussi exposée à des risques relatifs à ses acquisitions. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des

changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Le risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

La Société est exposée au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

NORME DU MEILLEUR INTÉRÊT DU CLIENT, RÉFORMES CIBLÉES ET COMMISSIONS INTÉGRÉES DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le 21 juin 2018, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont publié deux avis sur des projets en cours concernant la relation client-personne inscrite. Le premier avis, qui a été publié dans la foulée de consultations antérieures des ACVM à l'égard de propositions en vue d'améliorer la relation client-personne inscrite et la norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client, visait à recueillir les commentaires du public sur des réformes détaillées des obligations des personnes inscrites (les « réformes axées sur le client »).

Les réformes axées sur le client comprennent des projets de réglementation (les « propositions de modifications ») en vertu desquels, s'ils étaient mis en œuvre, les personnes inscrites seraient tenues :

- de traiter tous les conflits d'intérêts au mieux des intérêts du client;
- de donner préséance aux intérêts du client dans l'évaluation de la convenance à ce dernier;
- de s'employer à clarifier ce à quoi les clients devraient s'attendre de leur part.

Les propositions de modifications se rapportant à la nécessité de bien connaître son client et de bien connaître ses produits ont été élaborées pour soutenir ces dispositions. Elles visent aussi à offrir plus de précisions à l'égard de l'information qui doit être recueillie à propos d'un client et à accroître la rigueur et la transparence entourant les produits et les services que les personnes inscrites offrent à leurs clients.

L'Avis précise aussi que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick ne poursuivront pas la démarche menant à l'adoption d'une norme réglementaire générale d'agir au mieux des intérêts du client, conformément à tous les autres membres des ACVM.

Dans un deuxième avis, l'Avis 81-330 du personnel des ACVM (l'« Avis du personnel »), les ACVM ont annoncé leur décision en matière de politiques touchant la question des commissions intégrées des fonds communs de placement. Elle comprend les éléments suivants :

- Les commissions intégrées demeurent permises, sous réserve des règlements et des directives améliorés liés à l'atténuation des conflits d'intérêts présentés dans les réformes axées sur le client.
- Les ACVM publieront en septembre 2018 des projets de règlements aux fins de commentaires visant à interdire toutes les formes d'options de frais d'acquisition différés, y compris les options de frais d'acquisition réduits, ainsi que les commissions connexes versées au moment de la souscription.

La Société est d'avis qu'elle est en bonne position pour réagir à ces récents avis réglementaires, qui permettent le recours à différents modèles d'exploitation, y compris la vente ou la recommandation de produits exclusifs par des cabinets inscrits.

La Société et ses filiales poursuivront activement leurs échanges et leur engagement auprès des autorités de réglementation à l'égard de chacune de ces questions et elles auront l'occasion de fournir des commentaires additionnels relativement aux réformes axées sur le client et à l'Avis du personnel tout au long des processus de consultation.

RÉGIME COOPÉRATIF EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Depuis 2013, le gouvernement du Canada et les provinces participantes travaillent à mettre en place une autorité de réglementation en valeurs mobilières commune pour les marchés des capitaux du Canada. Il convient de noter que le Québec,

l'Alberta et le Manitoba se sont opposées à cette initiative. Par suite d'un renvoi du gouvernement du Québec, la Cour d'appel du Québec a statué en mai 2017 en faveur du gouvernement du Québec et a conclu que le cadre de gouvernance de la réglementation pancanadienne des valeurs mobilières sous l'Autorité de réglementation des marchés des capitaux (l'« ARMC ») proposée était inconstitutionnel.

La décision a été portée en appel devant la Cour suprême du Canada, qui a écouté l'argumentaire en mars 2018. Le 8 mai 2018, les territoires participants ont annoncé que le régime coopératif ne sera pas mis en place d'ici la fin de 2018 et ils ont confirmé qu'ils présenteront une mise à jour du calendrier concernant l'établissement du régime une fois que la décision aura été rendue par la Cour suprême du Canada. La Société continue de surveiller cette initiative et toute incidence qu'elle pourrait avoir sur ses activités et celles de ses filiales, en particulier dans le domaine de la réglementation des fonds communs de placement.

5) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Le risque lié à la conjoncture commerciale générale représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris l'instabilité politique et gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau des marchés financiers et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

La Société, comme l'ensemble de ses filiales actives, met l'accent sur la communication avec les clients en soulignant l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement

à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 24 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Un faible rendement, une mauvaise qualité ou une diversité insuffisante des produits et services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

La Société fournit à ses conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

La Société s'efforce d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques.

TABLEAU 24 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,6 %	8,6 %
Mackenzie	15,3 %	15,5 %
Counsel	16,9 %	15,7 %

Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. La Société a pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui lui donnent un avantage concurrentiel en diversifiant l'actif géré et les gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES / RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Le risque lié aux relations d'affaires et aux relations avec les clients représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux autres relations importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers du Groupe Investors, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits

financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Le risque lié au personnel correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers clés, de former le personnel de façon à lui faire atteindre un niveau de compétences approprié, ou de gérer la relève et la transition des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

6) RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

Le risque lié à l'environnement correspond au risque de pertes découlant d'enjeux environnementaux touchant nos activités.

Le risque lié à l'environnement englobe plusieurs enjeux, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à la santé des écosystèmes, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'eau et des autres ressources. Les principaux risques liés à l'environnement auxquels la Société financière IGM est exposée incluent :

- les risques directs inhérents à la propriété et à l'exploitation de notre entreprise, notamment la gestion et l'exploitation des actifs détenus par la Société, ou gérés par celle-ci, et des activités de la Société.
- les risques indirects liés aux produits et services que nous offrons ainsi qu'à nos pratiques d'approvisionnement.
- la détection et la gestion des nouveaux enjeux réglementaires liés à l'environnement.
- l'incapacité de saisir les tendances environnementales et d'en tirer profit efficacement en vue de répondre à la demande de produits et services des clients.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur la responsabilité d'entreprise approuvé par le conseil d'administration ainsi que la politique environnementale de la Société, aux termes de laquelle nous nous engageons à gérer notre empreinte écologique de façon responsable.

Une incapacité de notre part à gérer efficacement les risques liés à l'environnement pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou sur notre réputation.

La Société financière IGM gère les risques liés à l'environnement pour l'ensemble de la Société, tandis que les unités d'exploitation sont responsables de la détection, de l'évaluation, du contrôle et de la surveillance des risques liés à l'environnement propres à leurs activités. Le comité de responsabilité d'entreprise de la haute direction de la Société financière IGM supervise les mesures prises par celle-ci à l'égard de la responsabilité environnementale.

Le Groupe Investors et Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des

enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus d'investissement. En outre, le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques de placement fournissant des renseignements sur la manière dont ces enjeux ESG sont traités dans chaque société.

La Société financière IGM traite de sa gestion et de son bilan environnementaux dans son rapport sur la responsabilité d'entreprise, en plus de participer au sondage Carbon Disclosure Project (« CDP »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés.

PERSPECTIVES

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 4,1 billions de dollars au 31 décembre 2016. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (2,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,4 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,7 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2016, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 78 % des fonds d'investissement sont constitués de

fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement chiffré à 152 G\$ au 30 juin 2018, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et de services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes

banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 45 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 juin 2018.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 74 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 74 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 juin 2018. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

LES AVANTAGES DÉCOULANT DE SON APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA FINANCIÈRE POWER

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

ESTIMATIONS ET MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2017.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2018 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application des multiples de capitalisation aux paramètres financiers et opérationnels fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (« IFRS 9 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). La mise en œuvre d'IFRS 9 a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 9, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 9. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 9 a par conséquent été comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément à IAS 39.

L'incidence cumulative relative au classement et à l'évaluation en vertu d'IFRS 9 a donné lieu à une augmentation après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 36,3 M\$ (49,7 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des prêts de 282,6 M\$ auparavant détenus à des fins de transaction ont été reclassés au coût amorti à la suite de l'évaluation des caractéristiques du modèle économique et des flux de trésorerie contractuels de la Société.

Une réévaluation totale de 49,7 M\$ a été comptabilisée en raison de la reprise des escomptes relativement aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts et de l'inscription à l'actif des frais d'émission des prêts hypothécaires auparavant passés en charges.

D'autres titres de placement de 19,9 M\$ disponibles à la vente ont été reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer d'autres titres de placement de 262,8 M\$ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce reclassement n'a pas influé sur les bénéfices non distribués d'ouverture; toutefois, ce choix fait en sorte que les profits et les pertes latents sur ces placements ne seront jamais reclassés en résultat net.

La Société a adopté les exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9. À la suite de l'évaluation du modèle économique, les prêts hypothécaires auparavant classés comme détenus à des fins de transaction, et par la suite reclassés dans les Prêts et créances, sont désormais classés au coût amorti lorsqu'ils sont montés. Par conséquent, la Société a désigné certains instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture pour éviter une non-concordance comptable entre les instruments dérivés et les prêts connexes. L'application des exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9 n'a pas eu une incidence significative au premier trimestre de 2018.

L'application du modèle fondé sur les pertes de crédit attendues n'a pas eu une incidence importante sur la charge pour pertes sur prêts de la Société.

L'incidence d'IFRS 9 et d'IFRS 15 sur le bilan consolidé au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 25.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS (« IFRS 15 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les biens ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue.

IFRS 15 fournit divers critères d'admissibilité en ce qui concerne l'inscription à l'actif des coûts contractuels. Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire les coûts à l'actif en tant que coûts d'obtention d'un contrat avec un client ou de les évaluer en tant que coûts d'exécution d'un contrat conclu avec un client, il faut d'abord déterminer si le client est le fonds ou l'épargnant final.

Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire à l'actif les commissions de vente liées à la distribution des fonds d'investissement, la Société détermine si le client est le fonds d'investissement ou l'épargnant. Lorsqu'il est déterminé que le fonds d'investissement est le client, les coûts du contrat sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Lorsqu'il est déterminé que l'épargnant est le client, les coûts du contrat sont inscrits à l'actif et amortis sur une période d'au plus sept ans.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 15, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 15. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 a par conséquent été comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément aux méthodes comptables de la Société en vigueur au 31 décembre 2017.

L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 par la Société a donné lieu à une diminution après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 514,6 M\$ (703,5 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des commissions de vente inscrites à l'actif de 703,5 M\$ ont été décomptabilisées, car elles se rapportaient à des commissions versées à l'égard de ventes pour lesquelles le client était le fonds d'investissement, ce qui a donné lieu à une diminution du passif d'impôt différé de la Société de 188,9 M\$.

Le 1^{er} janvier 2018, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») a aussi adopté IFRS 15 (note 6). L'incidence de l'application d'IFRS 15 par Lifeco s'est traduite par une baisse de la participation de la Société dans des entreprises associées de 1,7 M\$ et une diminution des bénéfices non distribués d'ouverture de 1,7 M\$ au 1^{er} janvier 2018.

L'incidence d'IFRS 9 et d'IFRS 15 sur le bilan consolidé au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 25.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative correspondante ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêt sur l'obligation locative. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

AUTRES

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

TABLEAU 25 : INCIDENCE D'IFRS 9 ET D'IFRS 15 SUR LE BILAN

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2017		AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DE CHANGEMENTS APPORTÉS		1 ^{ER} JANVIER 2018	
	CLASSEMENT	VALEUR COMPTABLE	AU CLASSEMENT	À L'ÉVALUATION	VALEUR COMPTABLE	CLASSEMENT
Actif						
Prêts ¹	Détenus à des fins de transaction	286,7	(282,6)	–	4,1	Juste valeur par le biais du résultat net
	Prêts et créances	7 563,2	282,6	49,7	7 895,5	Coût amorti
		7 849,9	–	49,7	7 899,6	
Autres titres de placement ¹	Disponibles à la vente	282,7	(19,9)	–	262,8	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
	Juste valeur par le biais du résultat net	97,0	19,9	–	116,9	Juste valeur par le biais du résultat net
Participation dans des entreprises associées ²		1 551,0	–	(1,7)	1 549,3	
Commissions de vente inscrites à l'actif ²		767,3	–	(703,5)	63,8	
			–	(655,5)		
Passif et capitaux propres						
Impôt sur le résultat à payer ¹		8,0	–	6,9	14,9	
Impôt sur le résultat différé ^{1, 2}		463,9	–	(182,4)	281,5	
Bénéfices non distribués ^{1, 2}		3 100,8	–	(480,0)	2 620,8	
Cumul des autres éléments du résultat global ¹		(71,1)	–	–	(71,1)	
			–	(655,5)		

1. Transition à IFRS 9.

2. Transition à IFRS 15.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du deuxième trimestre de 2018, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Aucun changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2017. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 juin 2018, il y avait 240 825 846 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 30 juin 2018, il y avait 9 829 225 options sur actions en circulation; de ce nombre, 4 754 554 pouvaient être exercées. Au 30 juillet 2018, il y avait 240 825 846 actions ordinaires en circulation et 9 829 225 options sur actions en circulation, dont 4 754 554 pouvaient être exercées.

Au 30 juin 2018, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 30 juillet 2018.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
Produits				
Honoraires de gestion	562 781 \$	547 002 \$	1 119 382 \$	1 074 703 \$
Honoraires d'administration	107 123	111 238	214 657	220 202
Honoraires de distribution	89 897	94 775	183 217	200 035
Produits tirés des placements nets et autres produits	18 577	25 465	32 786	45 222
Quote-part du résultat des entreprises associées	37 583	19 758	75 567	47 777
	815 961	798 238	1 625 609	1 587 939
Charges				
Commissions	270 164	284 448	556 262	573 755
Charges autres que les commissions	252 627	219 075	505 772	465 976
Charges d'intérêts	28 770	28 703	59 034	55 490
	551 561	532 226	1 121 068	1 095 221
Bénéfice avant impôt sur le résultat	264 400	266 012	504 541	492 718
Impôt sur le résultat	58 483	62 997	110 873	110 371
Bénéfice net	205 917	203 015	393 668	382 347
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	203 705 \$	200 803 \$	389 243 \$	377 922 \$
Bénéfice par action <i>(en \$) (note 15)</i>				
- De base	0,85 \$	0,83 \$	1,62 \$	1,57 \$
- Dilué	0,85 \$	0,83 \$	1,61 \$	1,57 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net	205 917 \$	203 015 \$	393 668 \$	382 347 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de 466 \$ et de 895 \$</i>	(3 006)	s.o.	(5 752)	s.o.
Avantages du personnel				
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt de (3 953) \$, de 7 888 \$, de (2 684) \$ et de 10 827 \$</i>	10 690	(21 330)	7 263	(29 278)
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de néant</i>	1 444	(791)	(1 431)	12 799
Éléments qui pourraient être reclassés subséquentement en résultat net				
Titres de placement disponibles à la vente				
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt de (163) \$ et de (356) \$</i>	s.o.	4 395	s.o.	5 402
Reclassement des (profits) pertes réalisé(e)s en résultat net, <i>déduction faite de l'impôt de 20 \$ et de 27 \$</i>	s.o.	(53)	s.o.	(72)
	s.o.	4 342	s.o.	5 330
Participation dans des entreprises associées et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de 2 580 \$, de 538 \$, de (1 842) \$ et de (1 125) \$</i>	9 025	(3 271)	49 962	3 062
	18 153	(21 050)	50 042	(8 087)
Total du bénéfice global	224 070 \$	181 965 \$	443 710 \$	374 260 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

BILANS CONSOLIDÉS

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 JUIN 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	721 695 \$	966 843 \$
Autres titres de placement (note 3)	426 853	379 696
Fonds de clients déposés	471 309	489 626
Débiteurs et autres montants à recevoir	363 443	305 062
Impôt sur le résultat à recouvrer	26 910	33 928
Prêts (note 4)	7 828 444	7 849 873
Instruments financiers dérivés	27 441	35 692
Autres actifs	48 305	64 558
Participation dans des entreprises associées (note 6)	1 629 407	1 551 013
Immobilisations	145 664	150 468
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 7)	86 505	767 315
Impôt sur le résultat différé	51 564	60 661
Immobilisations incorporelles	1 184 354	1 184 451
Goodwill	2 660 267	2 660 267
	15 672 161 \$	16 499 453 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	376 472 \$	406 821 \$
Impôt sur le résultat à payer	21 760	8 018
Instruments financiers dérivés	31 172	28 444
Dépôts et certificats	490 401	504 996
Autres passifs	422 134	491 280
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 5)	7 506 222	7 596 028
Impôt sur le résultat différé	282 672	463 862
Dettes à long terme (note 8)	2 025 000	2 175 000
	11 155 833	11 674 449
Capitaux propres		
Capital social		
Actions privilégiées perpétuelles	150 000	150 000
Actions ordinaires	1 609 576	1 602 726
Surplus d'apport	43 763	42 633
Bénéfices non distribués	2 734 060	3 100 775
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(21 071)	(71 130)
	4 516 328	4 825 004
	15 672 161 \$	16 499 453 \$

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 2 août 2018.

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	CAPITAL SOCIAL			BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE) (note 12)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES PERPÉTUELLES (note 9)	ACTIONS ORDINAIRES (note 9)	SURPLUS D'APPORT			
2018						
Solde au début						
Données présentées antérieurement	150 000 \$	1 602 726 \$	42 633 \$	3 100 775 \$	(71 130) \$	4 825 004 \$
Changement de méthode comptable (note 2)						
IFRS 9	-	-	-	36 334	17	36 351
IFRS 15	-	-	-	(516 312)	-	(516 312)
Données retraitées	150 000	1 602 726	42 633	2 620 797	(71 113)	4 345 043
Bénéfice net	-	-	-	393 668	-	393 668
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	50 042	50 042
Total du bénéfice global	-	-	-	393 668	50 042	443 710
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	6 850	-	-	-	6 850
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	1 823	-	-	1 823
Exercées	-	-	(693)	-	-	(693)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(270 916)	-	(270 916)
Autres	-	-	-	(5 064)	-	(5 064)
Solde à la fin	150 000 \$	1 609 576 \$	43 763 \$	2 734 060 \$	(21 071) \$	4 516 328 \$
2017						
Solde au début	150 000 \$	1 597 208 \$	39 552 \$	3 042 442 \$	(82 442) \$	4 746 760 \$
Bénéfice net	-	-	-	382 347	-	382 347
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(8 087)	(8 087)
Total du bénéfice global	-	-	-	382 347	(8 087)	374 260
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	2 074	-	-	-	2 074
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	1 824	-	-	1 824
Exercées	-	-	(110)	-	-	(110)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(270 659)	-	(270 659)
Autres	-	-	-	(2 216)	-	(2 216)
Solde à la fin	150 000 \$	1 599 282 \$	41 266 \$	3 147 489 \$	(90 529) \$	4 847 508 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	504 541 \$	492 718 \$
Impôt sur le résultat payé	(83 642)	(89 964)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	6 277	116 310
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(28 961)	(147 974)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles	27 669	26 522
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(33 711)	(18 610)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(19 543)	6 002
Modification du régime de retraite	-	(50 381)
Provisions au titre de la restructuration et autres	-	22 940
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	926	(61 673)
	373 556	295 890
Versements en trésorerie liés aux provisions au titre de la restructuration	(36 352)	(9 231)
	337 204	286 659
Activités de financement		
(Diminution) augmentation nette des dépôts et des certificats	(658)	490
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	711 093	610 765
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(864 280)	(897 506)
Émission de débentures	-	600 000
Remboursement de débentures	(150 000)	-
Émission d'actions ordinaires	6 157	1 964
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(4 425)	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(270 826)	(270 619)
	(572 939)	40 669
Activités d'investissement		
Achat d'autres placements	(82 321)	(103 070)
Produit de la vente d'autres placements	43 335	36 689
Augmentation des prêts	(855 814)	(1 184 803)
Remboursement des prêts et autres	921 422	1 407 279
Entrées d'immobilisations, montant net	(7 026)	(9 385)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions	(29 009)	(15 728)
	(9 413)	130 982
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(245 148)	458 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	966 843	611 032
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	721 695 \$	1 069 342 \$
Trésorerie	51 585 \$	48 512 \$
Équivalents de trésorerie	670 110	1 020 830
	721 695 \$	1 069 342 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	152 747 \$	133 397 \$
Intérêts versés	140 504 \$	116 416 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

NOTES ANNEXES

30 juin 2018 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

La Société financière IGM Inc. est une société de services financiers qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société (les « états financiers intermédiaires ») ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des méthodes comptables décrites à la présente note et à la note 2 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les états financiers intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2017 de la Société financière IGM Inc.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (« IFRS 9 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). La mise en œuvre d'IFRS 9 a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 9, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 9. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 9 a par conséquent été comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément à IAS 39.

L'incidence cumulative relative au classement et à l'évaluation en vertu d'IFRS 9 a donné lieu à une augmentation après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 36,3 M\$ (49,7 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des prêts de 282,6 M\$ auparavant détenus à des fins de transaction ont été reclassés au coût amorti à la suite de l'évaluation des caractéristiques du modèle économique et des flux de trésorerie contractuels de la Société.

Une réévaluation totale de 49,7 M\$ a été comptabilisée en raison de la reprise des escomptes relativement aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts et de l'inscription à l'actif des frais d'émission des prêts hypothécaires auparavant passés en charges.

D'autres titres de placement de 19,9 M\$ disponibles à la vente ont été reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (suite)

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (« IFRS 9 ») (suite)

La Société a choisi de classer les autres titres de placement de 262,8 M\$ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce reclassement n'a pas influé sur les bénéfices non distribués d'ouverture; toutefois, ce choix fait en sorte que les profits et les pertes latents sur ces placements ne seront jamais reclassés en résultat net.

La Société a adopté les exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9. À la suite de l'évaluation du modèle économique, les prêts hypothécaires auparavant classés comme étant détenus à des fins de transaction, et par la suite reclassés dans les Prêts et créances, sont désormais classés au coût amorti lorsqu'ils sont montés. Par conséquent, la Société a désigné certains instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture pour éviter une non-concordance comptable entre les instruments dérivés et les prêts connexes. L'application des exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9 n'a pas eu une incidence significative au premier trimestre de 2018.

L'application du modèle fondé sur les pertes de crédit attendues n'a pas eu une incidence importante sur la charge pour pertes sur prêts de la Société.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS (« IFRS 15 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les biens ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue.

IFRS 15 fournit divers critères d'admissibilité en ce qui concerne l'inscription à l'actif des coûts contractuels. Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire les coûts à l'actif en tant que coûts d'obtention d'un contrat avec un client ou de les évaluer en tant que coûts d'exécution d'un contrat conclu avec un client, il faut d'abord déterminer si le client est le fonds ou l'épargnant final.

Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire à l'actif les commissions de vente liées à la distribution des fonds d'investissement, la Société détermine si le client est le fonds d'investissement ou l'épargnant. Lorsqu'il est déterminé que le client est le fonds d'investissement, les coûts du contrat sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Lorsqu'il est déterminé que le client est l'épargnant, les coûts du contrat sont inscrits à l'actif et amortis sur une période d'au plus sept ans.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 15, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 15. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 a par conséquent été comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément aux méthodes comptables de la Société en vigueur au 31 décembre 2017.

L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 par la Société a donné lieu à une diminution après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 514,6 M\$ (703,5 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des commissions de vente inscrites à l'actif de 703,5 M\$ ont été décomptabilisées, car elles se rapportaient à des commissions versées à l'égard de ventes pour lesquelles le client était le fonds d'investissement, ce qui a donné lieu à une diminution du passif d'impôt différé de la Société de 188,9 M\$.

Le 1^{er} janvier 2018, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») a aussi adopté IFRS 15 (note 6). L'incidence de l'application d'IFRS 15 par Lifeco s'est traduite par une baisse de la participation de la Société dans des entreprises associées de 1,7 M\$ et une diminution des bénéfices non distribués d'ouverture de 1,7 M\$ au 1^{er} janvier 2018.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (suite)

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS (« IFRS 15 ») (suite)

L'incidence des changements de méthodes comptables sur le bilan consolidé se présente comme suit :

	31 DÉCEMBRE 2017		AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DE CHANGEMENTS APPORTÉS		1 ^{ER} JANVIER 2018	
	CLASSEMENT	VALEUR COMPTABLE	AU CLASSEMENT	À L'ÉVALUATION	VALEUR COMPTABLE	CLASSEMENT
Actif						
Prêts ¹	Détenus à des fins de transaction	286 682	(282 572)	–	4 110	Juste valeur par le biais du résultat net
	Prêts et créances	7 563 191	282 572	49 729	7 895 492	Coût amorti
		7 849 873	–	49 729	7 899 602	
Autres titres de placement ¹	Disponibles à la vente	282 756	(19 931)	–	262 825	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
	Juste valeur par le biais du résultat net	96 940	19 931	–	116 871	Juste valeur par le biais du résultat net
Participation dans des entreprises associées ²		1 551 013	–	(1 728)	1 549 285	
Commissions de vente inscrites à l'actif ²		767 315	–	(703 494)	63 821	
			–	(655 493)		
Passif et capitaux propres						
Impôt sur le résultat à payer ¹		8 018	–	6 880	14 898	
Impôt sur le résultat différé ^{1, 2}		463 862	–	(182 412)	281 450	
Bénéfices non distribués ^{1, 2}		3 100 775	(17)	(479 961)	2 620 797	
Cumul des autres éléments du résultat global ¹		(71 130)	17	–	(71 113)	
			–	(655 493)		

1. Transition à IFRS 9.

2. Transition à IFRS 15.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers et de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs ou par le choix irrévocable que des instruments de capitaux propres ne soient pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

Les autres titres de placement, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global les placements en titres de capitaux propres détenus en tant qu'investissements à long terme. Les profits et les pertes latents sur les titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsque réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les titres de placement à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres de placement sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

PRÊTS

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré.

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont constatés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur création, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable quant à la possibilité de recouvrement.

COMMISSIONS DE VENTE

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à l'égard des ventes de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès du client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

CHIFFRES CORRESPONDANTS

La Société a reclassé certains chiffres correspondants dans ses tableaux des flux de trésorerie afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Ces reclassements étaient destinés à fournir des détails additionnels sur la nature des flux de trésorerie de la Société et n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice net de la Société.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative correspondante ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêt sur l'obligation locative. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

NOTE 3 AUTRES TITRES DE PLACEMENT

	30 JUIN 2018		31 DÉCEMBRE 2017	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Investissements d'entreprise	s.o. \$	s.o. \$	215 050 \$	262 825 \$
Fonds d'investissement exclusifs	s.o.	s.o.	19 601	19 931
	s.o.	s.o.	234 651	282 756
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	280 214	321 344	s.o.	s.o.
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	16 769	18 277	17 115	17 062
Fonds d'investissement exclusifs	85 654	87 232	79 575	79 878
	102 423	105 509	96 690	96 940
	382 637 \$	426 853 \$	331 341 \$	379 696 \$

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

INVESTISSEMENTS D'ENTREPRISE

Au deuxième trimestre de 2018, la Société a affecté un montant total de 18,0 M\$ aux investissements d'entreprise.

NOTE 4 PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			30 JUIN	31 DÉCEMBRE
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	2018 TOTAL	2017 TOTAL
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 256 636 \$	6 547 775 \$	18 074 \$	7 822 485 \$	7 563 997 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues				918	806
				7 821 567	7 563 191
À la juste valeur par le biais du résultat net				6 877	286 682
				7 828 444 \$	7 849 873 \$

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :

Solde au début	806 \$	722 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements	(104)	(612)
Charge pour pertes de crédit	216	696
Solde à la fin	918 \$	806 \$

Au 30 juin 2018, les prêts douteux totalisaient 3 845 \$ (31 décembre 2017 – 2 842 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 105,3 M\$ (2017 – 103,4 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 81,2 M\$ (2017 – 66,7 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 1,5 M\$ (2017 – 6,6 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé un montant négatif de 5,8 M\$ (2017 – montant positif de 1,0 M\$). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les produits tirés des placements nets et autres produits comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

NOTE 5 TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, est constatée dans les dérivés et avait une juste valeur positive de 7,0 M\$ au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – juste valeur positive de 4,1 M\$).

Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

NOTE 5 TITRISATIONS (suite)

	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS	OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'ENTITÉS DE TITRISATION	MONTANT NET
30 JUIN 2018			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 352 647 \$	4 391 222 \$	(38 575) \$
PCAA commandité par des banques	3 052 843	3 115 000	(62 157)
Total	7 405 490 \$	7 506 222 \$	(100 732) \$
Juste valeur	7 411 630 \$	7 545 016 \$	(133 386) \$
31 DÉCEMBRE 2017			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 461 926 \$	4 470 908 \$	(8 982) \$
PCAA commandité par des banques	3 076 083	3 125 120	(49 037)
Total	7 538 009 \$	7 596 028 \$	(58 019) \$
Juste valeur	7 649 591 \$	7 657 761 \$	(8 170) \$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 6 PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	LIFECO	CHINA AMC	30 JUIN 2018 TOTAL	30 JUIN 2017 TOTAL
Solde au début				
Données présentées antérieurement	903 133 \$	647 880 \$	1 551 013 \$	888 851 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	(1 728)	–	(1 728)	–
	901 405	647 880	1 549 285	888 851
Quote-part du bénéfice ¹	60 030	15 537	75 567	52 875
Dividendes reçus	(30 916)	(12 156)	(43 072)	(29 167)
Quote-part de la provision des entreprises associées	–	–	–	(5 098)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	28 950	18 677	47 627	6 734
Solde à la fin	959 469 \$	669 938 \$	1 629 407 \$	914 195 \$

1. La quote-part du résultat des entreprises associées est constatée dans les états consolidés du résultat net.

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO »)

Au 30 juin 2018, la Société détenait 39 737 388 actions de Lifeco (31 décembre 2017 – 39 737 388), ce qui représentait une participation de 4,0 % (31 décembre 2017 – 4,0 %).

Au deuxième trimestre de 2017, Lifeco a mis en place une provision au titre de la restructuration. La quote-part après impôt revenant à la Société s'élevait à 5,1 M\$ et est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat.

NOTE 6 PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (suite)

CHINA ASSET MANAGEMENT CO., LTD. (« CHINA AMC »)

Le 31 août 2017, la Société a finalisé son investissement dans China AMC qui s'est traduit par une participation de 13,9 % pour un coût total de 638,3 M\$.

China AMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 30 juin 2018, la Société détenait une participation de 13,9 % dans China AMC. La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser son investissement dans China AMC, puisqu'elle exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

NOTE 7 COMMISSIONS DE VENTE INSCRITES À L'ACTIF

	30 JUIN 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Coût	98 546 \$	1 429 042 \$
Moins : amortissement cumulé	(12 041)	(661 727)
	86 505 \$	767 315 \$
	30 JUIN 2018	30 JUIN 2017
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif :		
Solde au début		
Données présentées antérieurement	767 315 \$	726 608 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	(703 494)	–
	63 821	726 608
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de produits de placement	28 961	147 974
Amortissement	(6 277)	(116 310)
	22 684	31 664
Solde à la fin	86 505 \$	758 272 \$

NOTE 8 DETTE À LONG TERME

Le 11 juillet 2018, la Société a émis des débentures à 4,174 % arrivant à échéance le 13 juillet 2048 d'un capital de 200,0 M\$. La Société se servira du produit net, ainsi que d'une partie de la trésorerie interne existante de la Société financière IGM, pour financer le rachat prévu de la totalité de ses débentures à 7,35 % arrivant à échéance le 8 avril 2019 (les « débentures de 2019 ») d'un montant en capital global de 375 M\$. Le 11 juillet 2018, la Société a émis un avis visant le rachat des débentures de 2019 le 10 août 2018.

NOTE 9 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

En nombre illimité :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série
- Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série
- Actions de catégorie 1, sans droit de vote
- Actions ordinaires, sans valeur nominale

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	30 JUIN 2018		30 JUIN 2017	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	6 000 000	150 000 \$	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	240 666 131	1 602 726 \$	240 515 968	1 597 208 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	159 715	6 850	71 955	2 074
Solde à la fin	240 825 846	1 609 576 \$	240 587 923	1 599 282 \$

NOTE 10 GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées à la section « Sources de financement » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2018 et à la note 17 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2017, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

NOTE 11 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

	30 JUIN 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Options sur actions ordinaires		
– En circulation	9 829 225	8 912 748
– Pouvant être exercées	4 754 554	4 063 668

Au deuxième trimestre de 2018, la Société a attribué 17 875 options à des salariés (2017 – 22 475 options). Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, la Société a attribué 1 336 265 options à des salariés (2017 – 1 418 930 options). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2018 a été estimée à 2,56 \$ l'option (2017 – 2,52 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 39,10 \$. Les hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2018	2017
Prix d'exercice	39,29 \$	41,70 \$
Taux d'intérêt sans risque	2,35 %	1,53 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	17,00 %	17,00 %
Taux de rendement attendu des dividendes	5,73 %	5,40 %

NOTE 11 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution.

NOTE 12 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

	AVANTAGES DU PERSONNEL	AUTRES TITRES DE PLACEMENT	PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES	TOTAL
30 JUIN 2018				
Solde au début				
Données présentées antérieurement	(132 529) \$	39 051 \$	22 348 \$	(71 130) \$
Changement de méthode comptable (note 2)	–	17	–	17
	(132 529)	39 068	22 348	(71 113)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	7 263	(5 752)	48 531	50 042
Solde à la fin	(125 266) \$	33 316 \$	70 879 \$	(21 071) \$
30 JUIN 2017				
Solde au début	(110 913) \$	8 617 \$	19 854 \$	(82 442) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(29 278)	5 330	15 861	(8 087)
Solde à la fin	(140 191) \$	13 947 \$	35 715 \$	(90 529) \$

Les montants sont constatés déduction faite de l'impôt.

NOTE 13 GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures de gestion des risques de la Société sont présentées à la section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2018 et à la note 20 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2017, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

NOTE 14 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

NOTE 14 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables (niveau 2) ou des données d'entrée de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres titres de placement, ainsi que les autres actifs financiers et les autres passifs financiers, sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé.

NOTE 14 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR			
		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
30 JUIN 2018					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	321 344 \$	– \$	– \$	321 344 \$	321 344 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	105 509	104 020	854	635	105 509
Prêts					
– Juste valeur par le biais du résultat net	6 877	–	6 877	–	6 877
Instruments financiers dérivés	27 441	–	13 364	14 077	27 441
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	7 821 567	–	412 309	7 411 630	7 823 939
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	31 172	–	24 053	7 119	31 172
Autres passifs financiers	9 339	9 152	187	–	9 339
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	490 401	–	490 722	–	490 722
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 506 222	–	–	7 545 016	7 545 016
Dettes à long terme	2 025 000	–	2 306 497	–	2 306 497
31 DÉCEMBRE 2017					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– Disponibles à la vente	282 756 \$	19 931 \$	– \$	262 825 \$	282 756 \$
– Détenus à des fins de transaction	96 940	95 390	889	661	96 940
Prêts					
– Détenus à des fins de transaction	286 682	–	286 682	–	286 682
Instruments financiers dérivés	35 692	–	22 879	12 813	35 692
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Prêts et créances	7 563 191	–	25 917	7 649 591	7 675 508
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	28 444	–	19 726	8 718	28 444
Autres passifs financiers	9 262	9 146	116	–	9 262
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	504 996	–	505 486	–	505 486
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 596 028	–	–	7 657 761	7 657 761
Dettes à long terme	2 175 000	–	2 470 182	–	2 470 182

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2018 ni en 2017.

NOTE 14 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente.

	SOLDE AU 1 ^{ER} JANVIER	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LE BÉNÉFICE NET ¹	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	ACHATS ET ÉMISSIONS	RÈGLEMENTS	TRANSFERTS/ SORTIES	SOLDE AU 30 JUIN
30 JUIN 2018							
Actif							
Autres titres de placement							
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	262 825 \$	– \$	(6 647) \$	65 166 \$	– \$	– \$	321 344 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	661	75	–	–	–	(101)	635
Instruments financiers dérivés, montant net	4 095	(4 699)	–	297	7 265	–	6 958
30 JUIN 2017							
Actif							
Autres titres de placement							
– Disponibles à la vente	151 949 \$	– \$	7 918 \$	44 478 \$	– \$	– \$	204 345 \$
– Détenus à des fins de transaction	1 438	(174)	–	–	–	–	1 264
Passif							
Instruments financiers dérivés, montant net	23 055	3 718	–	259	8 587	–	11 009

1. Inclus dans les produits tirés des placements nets dans les états consolidés du résultat net.

NOTE 15 BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice				
Bénéfice net	205 917 \$	203 015 \$	393 668 \$	382 347 \$
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	203 705 \$	200 803 \$	389 243 \$	377 922 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	240 810	240 587	240 784	240 565
Ajouter : Exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	183	253	252	266
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – Dilué	240 993	240 840	241 036	240 831
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)				
De base	0,85 \$	0,83 \$	1,62 \$	1,57 \$
Dilué	0,85 \$	0,83 \$	1,61 \$	1,57 \$

1. Exclut 1 283 milliers d'actions pour le trimestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 1 029 milliers) liées à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif. Exclut 977 milliers d'actions pour le semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 980 milliers) liées à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif.

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Groupe Investors
- Mackenzie
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société. En 2017, la Société a annoncé le regroupement des fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Placements Mackenzie, ce qui a donné lieu à la formation d'une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale. Par conséquent, la Société a changé la méthodologie utilisée pour imputer aux secteurs les coûts associés à la fonction unique de gestion de placements afin qu'elle s'harmonise mieux avec l'information de gestion.

Le Groupe Investors tire des honoraires de l'exercice de ses principales activités, qui sont liées essentiellement à la distribution, à la gestion et à l'administration de ses fonds d'investissement. Il tire également des honoraires de la prestation de services de courtage et de la distribution de produits bancaires et d'assurance. De plus, les revenus gagnés à titre d'intermédiaire par le Groupe Investors découlent principalement des services bancaires hypothécaires et d'administration liés aux prêts et des actifs financés par des dépôts et des certificats.

Mackenzie tire des honoraires des services qu'elle offre à titre de gestionnaire de ses fonds d'investissement et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Les Activités internes et autres englobent Investment Planning Counsel, la quote-part du résultat lié à son placement dans Lifeco et dans China AMC (se reporter à la note 6), les produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués, les autres produits ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

2018

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	365 826 \$	176 999 \$	19 956 \$	562 781 \$
Honoraires d'administration	77 510	24 917	4 696	107 123
Honoraires de distribution	40 489	1 541	47 867	89 897
Produits tirés des placements nets et autres produits	12 095	2 437	4 045	18 577
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	37 583	37 583
	495 920	205 894	114 147	815 961
Charges				
Commissions	151 708	72 940	45 516	270 164
Charges autres que les commissions	146 857	84 306	21 464	252 627
	298 565	157 246	66 980	522 791
Bénéfice avant les éléments suivants	197 355 \$	48 648 \$	47 167 \$	293 170
Charges d'intérêts				(28 770)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				264 400
Impôt sur le résultat				58 483
Bénéfice net				205 917
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				203 705 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	354 583 \$	177 259 \$	15 160 \$	547 002 \$
Honoraires d'administration	81 359	24 923	4 956	111 238
Honoraires de distribution	46 485	1 849	46 441	94 775
Produits tirés des placements nets et autres produits	22 080	(1 854)	5 239	25 465
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	24 856	24 856
	504 507	202 177	96 652	803 336
Charges				
Commissions	162 918	75 509	46 021	284 448
Charges autres que les commissions	147 674	83 204	15 638	246 516
	310 592	158 713	61 659	530 964
Bénéfice avant les éléments suivants	193 915 \$	43 464 \$	34 993 \$	272 372
Charges d'intérêts				(28 703)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société liée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				266 012
Impôt sur le résultat				62 997
Bénéfice net				203 015
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				200 803 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2018

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	726 633 \$	352 929 \$	39 820 \$	1 119 382 \$
Honoraires d'administration	155 551	49 799	9 307	214 657
Honoraires de distribution	83 807	3 607	95 803	183 217
Produits tirés des placements nets et autres produits	22 431	2 263	8 092	32 786
Quote-part du résultat des entreprises associées	-	-	75 567	75 567
	988 422	408 598	228 589	1 625 609
Charges				
Commissions	316 466	148 213	91 583	556 262
Charges autres que les commissions	291 583	170 136	44 053	505 772
	608 049	318 349	135 636	1 062 034
Bénéfice avant les éléments suivants	380 373 \$	90 249 \$	92 953 \$	563 575
Charges d'intérêts				(59 034)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				504 541
Impôt sur le résultat				110 873
Bénéfice net				393 668
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				389 243 \$
Actifs identifiables				
Goodwill	8 882 059 \$	1 188 854 \$	2 940 980 \$	13 011 893 \$
	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	10 229 840 \$	2 357 434 \$	3 084 886 \$	15 672 160 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	695 654 \$	349 020 \$	30 029 \$	1 074 703 \$
Honoraires d'administration	161 227	49 323	9 652	220 202
Honoraires de distribution	103 593	4 188	92 254	200 035
Produits tirés des placements nets et autres produits	40 106	(1 774)	6 890	45 222
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	52 875	52 875
	1 000 580	400 757	191 700	1 593 037
Charges				
Commissions	332 474	150 094	91 187	573 755
Charges autres que les commissions	295 433	165 730	32 254	493 417
	627 907	315 824	123 441	1 067 172
Bénéfice avant les éléments suivants	372 673 \$	84 933 \$	68 259 \$	525 865
Charges d'intérêts				(55 490)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société liée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				492 718
Impôt sur le résultat				110 371
Bénéfice net				382 347
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				377 922 \$
Actifs identifiables	9 480 659 \$	1 307 899 \$	2 654 612 \$	13 443 170 \$
Goodwill	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	10 828 440 \$	2 476 479 \$	2 798 518 \$	16 103 437 \$

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL

447, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

AUDITEURS

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Services aux investisseurs
Computershare inc.

Téléphone : 1-800-564-6253
service@computershare.com

600, 530-8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3S8

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM
Actions privilégiées de premier rang, série B : IGM.PR.B

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, communiquez avec :

Relations avec les investisseurs

investor.relations@igmfinancial.com

SITES WEB

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :

www.financiereigm.com

www.groupeinvestors.com

www.mackenzieinvestments.com

www.ipcc.ca

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8328 ou visiter notre site Web au www.financiereigm.com.

^{MC} Marques de commerce de la Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

Les marques de commerce du Groupe Investors sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par les filiales du Groupe Investors Inc. Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

[†] Les produits et les services bancaires sont distribués par Solutions Bancaires^{MC}. La Banque Nationale du Canada est souscriptrice des produits et des services Solutions Bancaires. Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power. La Banque Nationale du Canada est un usager autorisé de ces marques. Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc. La Gamme de fonds Quadrus est une marque de commerce de Services d'investissement Quadrus Ltée. Les titres de Certified Financial Planner® et de CFP® sont des marques de certification que le Financial Planning Standards Board Ltd. (« FPSB ») détient à l'extérieur des États-Unis. Le Financial Planning Standards Council est l'autorité chargée de délivrer les licences relativement à ces marques de commerce au Canada en vertu d'une entente avec le FPSB.

« Rapport du deuxième trimestre de 2018 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2018

Financière
IGM



MACKENZIE
Placements



**Investment
Planning Counsel**[™]
SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LA VIE